

Art. 19. Het Gemeenschapscentrum voor coördinatie en de Diensten voor opvoeders die als dusdanig erkend zijn krachtens het bovenvermeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 november 1988, blijven erkend en gesubsidieerd, gedurende twaalf maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het decreet, als Gemeenschapsdiensten voor gezondheidspromotie. De verlenging van hun erkenning en hun subsidiëring door de Regering buiten deze termijn hangt af van de naleving van de in hoofdstuk III bepaalde voorwaarden.

Art. 20. De plaatselijke coördinatiecommissies, erkend krachtens het bovenvermeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 november 1988 blijven erkend en gesubsidieerd, gedurende twaalf maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het decreet, als plaatselijke centra voor gezondheidspromotie. De verlenging van hun erkenning en hun subsidiëring buiten deze termijn hangt af van de naleving van de in hoofdstuk IV bepaalde voorwaarden.

Art. 21. Artikel 13, lid 2, van het decreet van 16 april 1991 houdende oprichting van het "Agence" en de "Conseil scientifique et éthique de prévention du Sida pour la Communauté française" (Bureau voor Aids-preventie en Raad voor wetenschappelijke en ethische aspecten van Aids-preventie in de Franse Gemeenschap) wordt vervangen door de volgende bepalingen :

"Binnen de door de Regering vastgestelde termijn, legt de Raad voor wetenschappelijke en ethische aspecten van Aids-preventie in de Franse Gemeenschap haar de prioritaire krachtlijnen inzake Aids-preventie voor en geeft haar zijn advies over de ontwerpen van vijfjarenprogramma en Gemeenschapsplan voor gezondheidspromotie, wat de aspecten betreft in verband met Aids-preventie.

Het Wetenschappelijk Comité heeft als opdracht aan de Regering, op haar verzoek of op eigen initiatief, adviezen te verstrekken over de wetenschappelijke aspecten in verband met de bestrijding van Aids. »

Art. 22. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 juli 1997.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd,
Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCIÓN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUÉ

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 97 — 1811

[S - C - 97/29297]

**24 JUILLET 1997. — Décret relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel
et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — Du Conseil supérieur de l'audiovisuel

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Section 1re. — Le Conseil

Article 1^{er}. Il est créé un Conseil supérieur de l'audiovisuel de la Communauté française de Belgique, ci-après dénommé le Conseil.

Art. 2. Le Conseil est composé de trois collèges :

1° le collège d'avis;

2° le collège d'autorisation et de contrôle;

3° le collège de la publicité.

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement nomme, pour un mandat de cinq ans renouvelable, un président, un premier, un deuxième et un troisième vice-président, dans le respect de l'article 9 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

Les président et vice-présidents sont révocables par le Conseil de la Communauté française sur proposition du Gouvernement.

Les membres du collège d'autorisation et de contrôle sont révoqués par le Conseil de la Communauté française sur proposition du Gouvernement. Les membres des deux autres collèges sont révoqués par le Gouvernement.

(1) *Session 1996-1997.*

Documents du Conseil. — N^{os} 148, n^o 1 : Projet de décret; n^{os} 2 à 5 et 7 à 70. — Amendements de commission, n^o 6. — Amendements du Gouvernement, n^o 71. — Rapport : n^{os} 72 à 77. — Amendements de séance.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 15 juillet 1997. — Adoption. Séance du 17 juillet 1997.

Il y a lieu à révocation :

- 1° pour les motifs résultant de l'application de l'article 404 du Code judiciaire;
- 2° en cas de méconnaissance des règles relatives aux incompatibilités visées par le décret et constatées par l'assemblée plénière, les intéressés ayant été entendus en leurs moyens de défense;
- 3° en cas de manquement aux obligations visées à l'article 13, § 2, ou d'inobservation de l'obligation faite par l'article 16, § 3.

§ 2. Les incompatibilités applicables aux membres du collège d'autorisation et de contrôle sont applicables aux président et vice-présidents.

§ 3. Le Gouvernement procède au remplacement du président ou du vice-président en cas de cessation de fonction avant l'expiration de leur mandat. Le remplaçant achève le mandat en cours.

§ 4. Le président et les vice-présidents du Conseil supérieur de l'audiovisuel prêtent serment entre les mains du ministre-président du Gouvernement de la Communauté française. Les autres membres prêtent serment entre les mains du président du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Le texte du serment est celui prévu par le décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la Monarchie constitutionnelle représentative.

Art. 4. Le président du Conseil préside de droit tous les collèges. Les vice-présidents assistent, avec voix délibérative, à toutes les réunions des collèges. En cas d'empêchement du président, celui-ci est remplacé par un des vice-présidents. Le règlement d'ordre intérieur du collège fixe les modalités de ce remplacement.

Art. 5. Chaque collège est convoqué par le président ou son remplaçant. Chaque collège arrête l'ordre du jour sur proposition du président.

Les collèges ne délibèrent valablement que si la moitié des membres sont présents. Toutefois, le collège d'autorisation et de contrôle ne délibère valablement que lorsque six de ses membres sont présents. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents.

En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 6. § 1^{er}. Le Conseil se réunit en assemblée plénière sur convocation du bureau ou à la demande du ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions. Elle est convoquée au moins une fois par an, pour approuver le rapport d'activités. Celui-ci comporte notamment une relation spéciale rendant compte de la politique menée sur le plan des sanctions.

Après son approbation, le rapport d'activités est communiqué au Gouvernement qui le transmettra immédiatement au Conseil de la Communauté française.

§ 2. Le Conseil se réunit également en assemblée plénière pour constater les incompatibilités dans le chef des président, vice-présidents ou des membres.

Le président, le vice-président ou le membre qui contrevient aux incompatibilités énoncées aux articles 15, § 2, 16, § 2, et 17, § 2, dispose d'un délai d'un mois pour se démettre des mandats ou fonctions controversés.

A défaut, il est démis de plein droit de son mandat, un mois et un jour après que le Conseil ait constaté l'incompatibilité.

§ 3. Le Conseil se réunit encore en assemblée plénière pour évoquer, sur convocation du bureau ou à la demande du ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions, tout code rédigé par un des collèges et les avis relatifs à la protection de l'enfance et de l'adolescence.

Section 2. — Le bureau

Art. 7. Le bureau est composé du président et des trois vice-présidents du Conseil.

Art. 8. Le bureau se réunit sur convocation de son président ou de son remplaçant. La convocation contient l'ordre du jour.

Il délibère valablement à la majorité, lorsque trois de ses membres sont présents. Toutefois deux des membres au plus peuvent déléguer, par écrit, leur vote à un autre membre du bureau. Un membre ne peut détenir plus d'une délégation.

En cas de parité des votes, la voix du président est prépondérante.

Le secrétaire général du ministère de la Communauté française et le secrétaire du Conseil assistent aux réunions du bureau avec voix consultative.

Art. 9. Le bureau coordonne les travaux du Conseil, veille à la cohérence des avis des différents collèges, veille à la conformité des avis au droit interne et européen ou international et résout les conflits de toute nature qui apparaissent entre les collèges.

Lorsque plusieurs collèges sont saisis d'une demande d'avis portant sur un même objet, il appartient au bureau de décider de l'ordre dans lequel leurs avis sont rendus.

En cas de divergence d'avis entre les collèges, le bureau peut, d'initiative ou à la demande d'un des collèges requérir un avis complémentaire de l'assemblée plénière.

Le bureau prend tous les contacts avec les autorités internationales, fédérales ou fédérées nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Art. 10. § 1^{er}. Le bureau peut faire au Gouvernement toutes recommandations utiles à l'accomplissement des missions du Conseil.

Il peut requérir des services du Gouvernement toute information ou rapport nécessaire à l'exercice des missions du Conseil et des collèges.

Le bureau peut de même faire appel à des services extérieurs ou à des experts pour assister le Conseil et les collèges dans l'exercice de leurs missions.

§ 2. Le Gouvernement informe le bureau du Conseil supérieur de l'audiovisuel de la suite qu'il réserve aux avis donnés par celui-ci. Le bureau en informe chacun des collèges concernés.

Section 3. — Le secrétariat

Art. 11. § 1^{er}. Le secrétaire du Conseil organise les travaux du Conseil et des collègues.

Il est responsable de la collaboration avec les administrations concernées pour les dossiers présentés au Conseil et aux collègues. Il assure le secrétariat des séances du Conseil, des collègues et du bureau.

§ 2. Le secrétaire du Conseil reçoit les doléances adressées au Conseil supérieur de l'audiovisuel. Au moins trimestriellement, il fait rapport au bureau des éléments ainsi portés à sa connaissance.

§ 3. Le secrétariat du Conseil est dirigé par le secrétaire, sous l'autorité du président. Le secrétaire est assisté des membres du secrétariat.

Le Gouvernement arrête le cadre et le statut du secrétariat du Conseil.

§ 4. Le secrétaire publie, sous sa responsabilité, au moins trois fois par an, un bulletin d'information destiné au public et consacré à ses activités et avis.

Art. 12. Les incompatibilités applicables aux membres du collège d'autorisation et de contrôle sont applicables aux membres du secrétariat.

Les membres du secrétariat sont tenus au respect des règles déontologiques édictées dans les règlements d'ordre intérieur du Conseil.

Section 4. — Du service et du fonctionnement

Art. 13. § 1^{er}. Le Conseil, réuni en assemblée plénière, arrête son règlement d'ordre intérieur.

§ 2. Chaque collège établit de même son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci édicte notamment les règles de fonctionnement, les règles de déontologie et, au besoin, celles prévoyant la mention des opinions minoritaires, ainsi que les règles relatives à la publicité des avis.

Le règlement d'ordre intérieur prévoit également la procédure à suivre par un collège qui propose au Gouvernement la révocation d'un de ses membres.

Le règlement d'ordre intérieur peut également prévoir les modes et délais de convocation et les modes de délibération des collèges lorsque les quorums de présence et de délibération prévus à l'article 5 ne sont pas atteints.

Le règlement d'ordre intérieur devra au moins prévoir que les collèges peuvent être convoqués à une nouvelle réunion dans un délai minimum de cinq jours ouvrables.

§ 3. Le bureau établit un règlement d'ordre intérieur. Celui-ci règle notamment les délégations accordées à ses membres.

§ 4. Les règlements d'ordre intérieur sont approuvés par le Gouvernement.

Art. 14. Le président, les vice-présidents, les membres des collèges et les membres du secrétariat sont tenus au secret pour les faits, actes et renseignements dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions, sous réserve de ce qui est nécessaire à l'établissement des actes et rapports destinés à être rendus publics.

L'article 458 du Code pénal sur le secret professionnel est applicable.

*CHAPITRE II. — Composition des collèges**Section 1re. — Le Collège d'avis*

Art. 15. § 1^{er}. Le président et les vice-présidents exceptés, le Collège d'avis est composé de vingt membres désignés par le Gouvernement dans le respect de l'article 9 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques. Pour chaque membre il est nommé un suppléant issu de la même catégorie socio-professionnelle. Le mandat des membres est d'une durée de quatre ans, renouvelable. Le membre qui cesse d'exercer ses fonctions avant l'expiration de son mandat est remplacé par son suppléant. Celui-ci achève le mandat en cours.

Chaque fois qu'il est empêché, le titulaire appelle son suppléant à siéger. Le président constate la démission d'office d'un membre après six absences consécutives.

En outre, deux délégués du Gouvernement et le secrétaire général du ministère de la Communauté française, ou son délégué, ainsi que trois délégués du Conseil d'éducation aux médias, assistent aux travaux du Collège d'avis avec voix consultative.

Les membres et leur suppléant sont choisis parmi les personnes appartenant ou ayant appartenu à au moins un des organismes ou une des catégories socio-professionnelles suivants :

- 1° les professions audiovisuelles en général et les associations professionnelles du secteur;
- 2° le secteur cinématographique;
- 3° les sociétés d'auteurs et de droits voisins;
- 4° les producteurs et éditeurs de programmes audiovisuels;
- 5° les radios privées;
- 6° les télévisions locales et communautaires;
- 7° la RTBF;
- 8° les télévisions privées de la Communauté française;
- 9° les télévisions payantes de la Communauté française;
- 10° les télédistributeurs;
- 11° les associations de défense des consommateurs, en ce compris les téléspectateurs et les auditeurs;
- 12° les opérateurs de tout service visé à l'article 19quater du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel;
- 13° les organisations représentatives des travailleurs des secteurs précités affiliées à une organisation syndicale siégeant au Conseil national du travail;
- 14° le secteur du livre;
- 15° les sociétés éditrices de presse;

16° les journalistes professionnels reconnus en application de la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel.

Chacune des catégories socio-professionnelles ci-dessus compte au moins un membre.

§ 2. La qualité de membre du Collège d'avis est incompatible :

1° avec la qualité de membre d'un gouvernement;

2° avec la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire et régionale;

3° avec l'appartenance à un organisme qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide;

4° avec la qualité de membre d'un autre collège du Conseil supérieur de l'audiovisuel, les président et vice-présidents exceptés.

§ 3. Pendant quatre ans, les présidents et vice-présidents sortant assistent aux réunions du Collège avec voix consultative. Les incompatibilités visées au § 2 du présent article leur sont applicables.

Section 2. — Le Collège d'autorisation et de contrôle

Art. 16. § 1^{er}. Le président et les vice-présidents du Conseil exceptés, le Collège d'autorisation et de contrôle est composé de cinq membres. Leur mandat est de quatre ans, renouvelable. Trois sont désignés par le Conseil de la Communauté française. Le Gouvernement complète le Collège. Les membres sont désignés dans le respect de l'article 9 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

Les membres du Collège d'autorisation et de contrôle sont choisis parmi les personnes reconnues pour leurs compétences dans les domaines de l'audiovisuel et de la communication.

Le Gouvernement complète le Collège après la désignation des membres par le Conseil de la Communauté française.

Le président constate la démission d'office d'un membre après six absences consécutives.

Le secrétaire général du ministère de la Communauté française assiste aux travaux du Collège avec voix consultative.

§ 2. La qualité de membre est incompatible :

1° avec la qualité de membre d'un gouvernement, d'un cabinet ministériel ou d'attaché parlementaire;

2° avec la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire et régionale;

3° avec la qualité de gouverneur de province, de commissaire d'arrondissement et de député permanent ou de conseiller provincial;

4° avec la qualité de titulaire d'un mandat de bourgmestre, d'échevin ou de président de CPAS;

5° avec l'exercice de toute fonction de nature à créer un conflit d'intérêt personnel ou fonctionnel, en raison :

a) de la qualité de membre des conseils d'administration d'organismes et de sociétés de services privés ou publics de radiodiffusion sonore ou télévisuelle ou de services audiovisuels,

b) du bénéfice d'une autorisation relative à un service de communication audiovisuelle,

c) de l'exercice de fonction ou de la détention d'intérêts dans une société ou toute organisation exerçant une activité en concurrence directe avec des sociétés ou organisations du secteur audiovisuel;

6° avec l'appartenance à un organisme qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide;

7° avec la qualité de membre d'un autre collège du Conseil supérieur de l'audiovisuel, les président et vice-présidents exceptés.

§ 3. Lorsqu'il sait en sa personne une cause de récusation ou la possibilité de voir naître un conflit d'intérêts avec l'objet soumis à délibération du Collège d'autorisation et de contrôle, le membre concerné s'abstient des débats et de la délibération. Tout manquement à cette règle est considéré comme une violation des règles de déontologie visées à l'article 13, § 2.

Section 3. — Le Collège de la publicité

Art. 17. § 1^{er}. Le président et les vice-présidents du Conseil exceptés, le Collège de la publicité est composé de quatorze membres désignés par le Gouvernement dans le respect de l'article 9 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

Pour chaque membre il est nommé un suppléant issu de la même catégorie socio-professionnelle. Le mandat des membres est d'une durée de quatre ans, renouvelable. Le membre qui cesse d'exercer ses fonctions avant l'expiration de son mandat est remplacé par son suppléant. Celui-ci achève le mandat en cours.

Chaque fois qu'il est empêché, le titulaire appelle son suppléant à siéger. Le président constate la démission d'office d'un membre après six absences consécutives. Deux délégués du Gouvernement, le secrétaire général du ministère de la Communauté française, ou son délégué, assistent aux travaux du Collège de la publicité avec voix consultative.

Les membres et leur suppléant sont choisis parmi les personnes appartenant ou ayant appartenu à au moins un des organismes ou une des catégories socio-professionnelles suivants :

1° les professions audiovisuelles;

2° les professions de la publicité;

3° les associations de consommateurs;

4° les associations d'éducation permanente ou de jeunesse;

5° les annonceurs.

Chacune des catégories socio-professionnelles reprises ci-dessus compte au moins un membre.

§ 2. La qualité de membre du Collège de la publicité est incompatible :

1° avec la qualité de membre d'un gouvernement ou d'un cabinet ministériel ou d'attaché parlementaire;

2° avec la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, régionale et communautaire;

3° avec l'appartenance à un organisme qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide;

4° avec la qualité de membre d'un autre collège du Conseil supérieur de l'audiovisuel, les président et vice-présidents exceptés.

§ 3. Pendant quatre ans, les présidents et vice-présidents sortant assistent aux travaux du Collège de la publicité avec voix consultative. Les incompatibilités visées au § 2 du présent article leur sont applicables.

CHAPITRE III. — Missions et pouvoir des Collèges composant le Conseil

Section 1re. — Le Collège d'avis

Art. 18. Le Collège d'avis a pour mission de :

1° rendre d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Conseil de la Communauté française des avis sur toute question relative à l'audiovisuel qui ne relève pas de la compétence d'un autre collège;

2° rendre d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Conseil de la Communauté française un avis sur les modifications décrétales et réglementaires que lui paraît appeler l'évolution technologique, économique, sociale et culturelle des activités du secteur de l'audiovisuel, ainsi que du droit européen et international;

3° rendre d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Conseil de la Communauté française un avis sur le respect des règles démocratiques relatives aux droits et aux libertés fondamentales garanties par la Constitution, et plus particulièrement le principe de non-discrimination;

4° rendre d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Conseil de la Communauté française un avis sur la protection de l'enfance et de l'adolescence dans la programmation des émissions diffusées par un service de radiodiffusion audiovisuelle.

Art. 19. Le Collège rend son avis dans les trois mois à dater de la demande du Gouvernement ou du Conseil de la Communauté française.

Le Gouvernement ou le Conseil de la Communauté française peuvent solliciter un avis du Collège selon la procédure d'urgence. Dans ce cas, l'avis est rendu dans le mois.

Art. 20. Le Collège d'avis peut requérir toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de ses missions à la requête et diligence du secrétariat.

Section 2. — Le Collège d'autorisation et de contrôle

Art. 21. § 1^{er}. Le Collège d'autorisation et de contrôle a notamment pour mission de :

1° rendre un avis préalable et motivé à toute autorisation ou à tout renouvellement d'autorisation de service privé de radiodiffusion sonore par le Gouvernement;

2° rendre un avis préalable et motivé à toute autorisation ou à tout renouvellement d'autorisation de télévision privée de la Communauté française de Belgique par le Gouvernement;

3° rendre un avis préalable et motivé à toute autorisation ou à tout renouvellement d'autorisation par le Gouvernement de mise en oeuvre et d'exploitation des services visés à l'article 19^{quater} du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel;

4° rendre un avis préalable et motivé à toute autorisation ou à tout renouvellement d'autorisation d'organisme de télévision payante de la Communauté française de Belgique par le Gouvernement;

5° rendre un avis préalable et motivé à toute autorisation ou à tout renouvellement d'autorisation de télévisions locales et communautaires par le Gouvernement;

6° rendre un avis préalable et motivé à toute reconnaissance, autorisation ou tout acte analogue délivrés en application du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel ou du présent décret;

7° rendre, tous les ans, un avis sur la réalisation des obligations découlant du contrat de gestion de la RTBF, en matière d'émissions d'informations, culturelles, scientifiques ou d'éducation permanente, de divertissement, sportives, d'oeuvres cinématographiques et de fictions télévisées, d'émissions destinées à la jeunesse, d'émissions de service, d'émissions concédées, d'émissions électorales, d'émissions de nature commerciale, ainsi qu'en matière de production propre, de promotion de la diffusion d'oeuvres européennes et d'oeuvres d'expression française;

8° rendre, tous les ans, un avis sur la réalisation des obligations découlant de conventions conclues avec les télévisions privées et payantes de la Communauté française;

9° rendre, tous les ans, un avis sur la réalisation des obligations découlant des cahiers des charges acceptés par les services privés de radiodiffusion sonore;

10° rendre, tous les ans, un avis sur la réalisation des obligations découlant des conventions conclues avec les sociétés de services audiovisuels;

11° constater toute infraction aux lois, décrets et règlements en matière d'audiovisuel et toute violation d'obligation conventionnelle.

§ 2. Le Gouvernement peut saisir le Collège d'autorisation et de contrôle, à l'intervention du secrétaire général du ministère de la Communauté française, de tout manquement constitutif d'infraction.

§ 3. Le Collège rend les avis visés au § 1^{er}, 2° à 6°, dans un délai de deux mois à dater de la demande du Gouvernement et dans le délai visé à l'article 40 pour les demandes visées au § 1^{er}, 1°. Le Gouvernement peut solliciter un avis du Collège selon la procédure d'urgence. Dans ce cas, l'avis est rendu dans le mois.

L'absence d'avis rendu dans les délais prévus par le présent paragraphe équivaut à un avis favorable.

Art. 22. § 1^{er}. Lorsque le Collège constate une infraction aux lois, décrets et règlements en matière d'audiovisuel ou une violation d'obligation découlant d'une convention entre la Communauté française et des opérateurs visés au décret du 17 juillet 1987 ou d'un cahier des charges visés au présent décret, celui-ci peut, dans le respect de la procédure visée à l'article 23, prononcer à l'encontre du titulaire d'une reconnaissance, d'une autorisation ou de tout acte analogue visé au décret déjà cité, une des sanctions suivantes :

- 1° le retrait de l'autorisation ou de tout acte analogue;
- 2° la suspension de l'autorisation ou de tout acte analogue pour une durée maximale de six mois;
- 3° la suspension de la diffusion du programme ou du service incriminé;
- 4° la diffusion sur le programme ou le service incriminé, aux conditions que le Collège d'autorisation et de contrôle fixe, d'un communiqué indiquant que ce collège a constaté une infraction que le communiqué relate;
- 5° une amende dont le montant ne peut être inférieur à dix mille francs ni excéder 3. p.c. du chiffre d'affaires annuel hors taxes, le maximum étant de cinquante millions.

En cas de récidive dans un délai de cinq ans, ce montant est porté à 5 p.c. du chiffre d'affaires annuel hors taxes, sans que le montant maximum puisse excéder septante-cinq millions de francs.

La peine d'amende peut être infligée accessoirement à celles prévues aux 1°, 2°, 3° et 4° du présent paragraphe.

L'acte de retrait de l'autorisation est publié au *Moniteur belge*.

§ 2. Le Gouvernement désigne, au sein de ses services, un ou plusieurs fonctionnaires chargés du recouvrement des amendes ainsi dues, par voie de contrainte qu'ils ont pouvoir de dresser. Ces contraintes sont exécutoires dans les huit jours de la notification qui en est faite au débiteur de l'amende. Elles sont exécutées par huissier de justice dans les formes prévues par le Code judiciaire.

L'exécution de la contrainte ne peut être suspendue que par une opposition motivée avec citation en justice. A peine de déchéance, cette opposition est faite par exploit signifié au cabinet du ministre-président de la Communauté française dans le mois de la notification de la contrainte.

L'action est portée devant le tribunal dans le ressort duquel est situé le domicile ou le siège social du débiteur.

§ 3. En cas de préjudice grave et difficilement réparable, le Collège peut suspendre la diffusion d'un programme ou d'un service pour une durée qui ne peut excéder trois jours.

Art. 23. § 1^{er}. Dès qu'une infraction aux lois, décrets et règlements en matière d'audiovisuel, une violation d'obligation conventionnelle ou relevant d'un cahier des charges visé à l'article 22, § 1^{er}, est portée à la connaissance du Conseil, le secrétaire assure l'instruction du dossier. Il remet son rapport au bureau au plus tard trois jours avant la réunion du Collège.

§ 2. Le Collège notifie ses griefs et le rapport au titulaire de l'autorisation, ou de tout acte analogue. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour consulter le dossier et présenter ses observations écrites.

§ 3. Le contrevenant est invité à comparaître à la date fixée par le président et communiquée par lettre recommandée à la poste. Il peut se faire représenter par un conseil. Le Collège peut entendre toute personne pouvant contribuer utilement à son information.

§ 4. Le Collège rend une décision motivée dans les soixante jours qui suivent la date de l'audience. Celle-ci est notifiée par lettre recommandée à la poste.

Le Collège peut statuer par défaut.

§ 5. Lorsqu'une décision par défaut a été prononcée, le titulaire peut faire opposition par lettre recommandée à la poste dans les quinze jours qui suivent la date de la notification de la décision rendue par le Collège.

Une nouvelle date d'audience est fixée. Si celui-ci est à nouveau en défaut de comparaître, il n'est plus admis à former opposition.

§ 6. Les débats du Collège sont publics. Le Collège peut ordonner le huis clos par une décision motivée, d'initiative ou à la demande de l'intéressé.

Art. 24. En vue d'assurer les missions qui lui sont confiées, le Collège d'autorisation et de contrôle peut requérir du secrétaire de :

1° Recueillir sans déplacement tant auprès des administrations que des personnes physiques ou morales titulaires d'autorisation de services de radiodiffusion visés au présent décret ou de tout acte analogue, toutes les informations nécessaires pour s'assurer du respect des obligations qui sont imposées aux titulaires d'autorisation;

2° Procéder auprès des mêmes personnes physiques ou morales à des enquêtes selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut désigner au sein de ses services des agents assermentés ayant pouvoir de dresser des procès-verbaux valant jusqu'à preuve du contraire. Ces agents prêtent serment, conformément à l'article 572 du Code judiciaire.

3° Les organismes de services de radiodiffusion titulaires d'autorisation ou de tout acte analogue visé au présent décret sont tenus, pour l'exécution des missions confiées au Collège d'autorisation et de contrôle, d'enregistrer intégralement leurs programmes et de les conserver durant une période de deux mois, à partir de leur diffusion.

Section 3. — Le Collège de la publicité

Art. 25. § 1^{er}. Le Collège de la publicité a pour mission de :

1° Rédiger un code d'éthique publicitaire et donner d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Conseil de la Communauté française un avis sur tout manquement à celui-ci.

2° Donner, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, un avis sur toute question relative au contenu de la publicité et aux messages publicitaires diffusés par les services de radiodiffusion audiovisuelle.

3° Exécuter les missions qui lui sont confiées en vertu des articles 61 et suivants du décret du 25 juillet 1996 et notamment constater le temps d'émission de publicité télévisuelle, le taux d'audience annuel moyen et les parts de marchés des organismes de télévision diffusés en région de langue française.

4° Faire rapport au Collège d'autorisation et de contrôle sur les indices d'infractions aux lois, décrets et règlements en matière de publicité diffusée par les radios et les télévisions de la Communauté française et par les services visés à l'article 19^{quater} du décret du 17 juillet 1987.

§ 2. Lorsque les avis sont demandés par le Gouvernement, le Collège les rend dans un délai de deux mois à compter de la demande.

Le Gouvernement peut solliciter un avis du Collège selon la procédure d'urgence. Dans ce cas, l'avis est rendu dans le mois.

Art. 26. En vue d'assurer les missions qui lui sont confiées, le Collège de la publicité peut requérir du secrétaire de :

1° Recueillir sans déplacement tant auprès des administrations que des personnes physiques ou morales diffusant de la publicité, toutes les informations nécessaires pour s'assurer du respect des obligations qui sont imposées aux titulaires d'autorisation ou de tout acte analogue en matière de publicité;

2° Procéder auprès des mêmes personnes physiques ou morales à des enquêtes, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut désigner au sein de ses services des agents assermentés ayant pouvoir de dresser des procès-verbaux valant jusqu'à preuve du contraire. Ces agents prêtent serment, conformément à l'article 572 du Code judiciaire.

CHAPITRE IV

Art. 27. Le Gouvernement arrête le statut du président et des vice-présidents. Le Gouvernement peut allouer aux membres du Conseil une indemnité dont il fixe le montant ainsi que les modalités de sa déduction et de son paiement.

TITRE II. — Des services privés de radiodiffusion sonore

CHAPITRE Ier. — Définitions

Art. 28. Dans le présent titre, il faut entendre par :

1° le ministre : le membre du Gouvernement ayant l'audiovisuel dans ses attributions;

2° le demandeur : la personne morale qui a introduit une demande d'autorisation pour la création d'un service privé de radiodiffusion sonore;

3° la fréquence : une fréquence (nombre d'oscillations par unité de temps) en fréquence modulée, ondes longues, moyennes ou courtes;

4° la puissance apparente rayonnée : le produit de la puissance fournie à l'extrémité de l'antenne par son gain par rapport à un doublet demi-onde dans une direction donnée;

5° la hauteur de l'antenne : la hauteur de l'antenne par rapport au sol;

6° le réseau : le service privé de radiodiffusion sonore émettant le même programme, comportant éventuellement des décrochages locaux ou régionaux, sur un réseau de fréquences couvrant tout ou partie de la région de langue française ou de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale ou des deux;

7° la radio indépendante : le service privé de radiodiffusion sonore d'audience localisée couvrant le territoire de tout ou partie d'une ou plusieurs communes situées en région de langue française ou en Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

8° le réseau de fréquences : l'association de fréquences attribuée globalement à un réseau;

9° la zone de service : la zone à l'intérieur de laquelle la valeur médiane du champ d'un émetteur, déterminé conformément aux recommandations du Comité consultatif international des radiocommunications, est supérieure à la valeur du champ utilisable de cet émetteur;

10° la radio d'école : la radio organisée par un établissement d'enseignement primaire ou secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française;

11° la fréquence de réémission : la fréquence située à l'intérieur de la zone de services d'un émetteur et destinée à améliorer la zone de services de cet émetteur;

12° bloc RSN : espace de fréquence de 1,5 MHz de large, permettant la diffusion numérique d'un multiplex de plusieurs programmes sonores et de données;

13° partie de blocs RSN : partie de la capacité numérique du bloc RSN permettant la diffusion d'un programme sonore ou de données.

CHAPITRE II. — Principes généraux

Section Ire. — Autorisation de mise en service et fonctionnement

Art. 29. Après appel d'offre public, publié au *Moniteur belge* et sur avis conforme du Collège d'autorisation et de contrôle, le Gouvernement peut autoriser la mise en service et le fonctionnement de services privés de radiodiffusion sonore, ci-après dénommés "radios", suivant la procédure et les modalités déterminées par le présent titre.

Sur avis conforme du Collège d'autorisation et de contrôle, le Gouvernement, dans l'appel d'offre, peut imposer d'autres modalités.

Le Gouvernement attribue un réseau de fréquences à chaque réseau.

Il attribue une fréquence à chaque radio indépendante.

Sur avis conforme du Collège d'autorisation et de contrôle, il peut compléter la zone de service des émetteurs des réseaux et des radios indépendantes par une fréquence de réémission sans décrochage.

La diffusion des programmes des radios autorisées doit être précédée et suivie d'un indicatif permettant d'identifier la radio et de connaître la localisation de l'émetteur ainsi que la ou les fréquences utilisées. Cet indicatif doit être émis à intervalle régulier pendant la diffusion des programmes.

Art. 30. L'autorisation est attribuée pour une période de neuf ans prenant cours à la date mentionnée sur le titre d'autorisation. Elle peut être renouvelée.

Une fréquence libérée conformément à l'article 37, § 4, peut être attribuée pour une période équivalente à la durée restant à courir de l'autorisation initiale.

S'il y a lieu, en vue d'harmoniser les échéances de l'ensemble des autorisations, le Gouvernement peut fixer une durée inférieure à neuf ans, sur avis conforme du Collège d'autorisation et de contrôle.

Le titulaire est tenu de diffuser le programme pour lequel il est autorisé dans les trois mois qui suivent la remise du titre d'autorisation.

La demande de renouvellement doit être introduite par le titulaire six mois avant l'échéance de l'autorisation et être accompagnée des documents mentionnés à l'article 35.

Section 2. — Titre d'autorisation

Art. 31. § 1^{er}. Un titre d'autorisation est remis au titulaire de l'autorisation. Ce dernier fait preuve de l'autorisation de mettre en service et de faire fonctionner une radio.

Le titre d'autorisation, signé par le ministre, est délivré par le secrétariat général du ministère de la Communauté française, sur un formulaire dont le modèle est arrêté par le Gouvernement.

§ 2. En cas de mise à disposition de fréquences, dans le cadre d'un contrat de franchise ou de tout contrat similaire, une copie certifiée conforme du titre d'autorisation doit pouvoir être présentée à tout moment par chaque exploitant franchisé du titulaire de l'autorisation.

§ 3. Le titre d'autorisation mentionne :

- 1° la dénomination de la radio;
- 2° l'identité du titulaire;
- 3° l'adresse du siège social du titulaire;
- 4° la ou les fréquences attribuées;
- 5° s'il échet, la liste des fréquences mises à disposition dans le cadre d'un contrat de franchise ou dans le cadre de tout contrat similaire et l'identité du ou des tiers franchisés;
- 6° s'il échet, l'adresse du siège social des franchisés ou des titulaires de contrats similaires;
- 7° les coordonnées en latitude et en longitude du ou des sites d'antennes;
- 8° la valeur maximale de la ou des PAR et les atténuations imposées;
- 9° la hauteur de la ou des antennes par rapport au sol;
- 10° la date de prise de cours de l'autorisation;
- 11° l'autorisation du titulaire de recourir au programme d'information conçu par des tiers;

§ 4. Au titre d'autorisation est annexée une fiche technique qui ne fait pas partie du titre d'autorisation. Celle-ci mentionne :

- 1° l'adresse des sièges d'exploitation et des studios;
- 2° la puissance à la sortie du ou des appareils émetteurs;
- 3° le type et les caractéristiques de la ou des antennes, en ce compris l'orientation, le gain, le diagramme directionnel ainsi que le détail de sa composition (nombre de dipôles et/ou nombre et nature des éléments);
- 4° le type et la longueur du câble utilisé;
- 5° le type de tout équipement inséré entre l'émetteur et l'antenne;
- 6° la perte de puissance globale dans le système d'alimentation de l'antenne.

La fiche technique visée à la présente disposition est signée et délivrée par le secrétaire général du ministère de la Communauté française en même temps que le titre d'autorisation.

Le secrétaire général du ministère de la Communauté française communique sans délai toute décision relative à une demande de modification des éléments repris à cette fiche technique.

§ 5. Le titre d'autorisation et la fiche technique doivent pouvoir être présentés à toute réquisition des agents de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications ou des agents désignés par le Gouvernement conformément à l'article 24.

§ 6. Le titulaire de l'autorisation est tenu d'adresser chaque année, pour le 30 juin, au Collège d'autorisation et de contrôle et au ministre :

- 1° un rapport d'activités de l'année écoulée, en ce compris une grille des programmes émis, une note de politique de programmation et un rapport sur l'exécution du cahier des charges;
- 2° les bilans et comptes annuels de la société arrêtés au 31 décembre de chaque année ou les comptes annuels de l'association sans but lucratif;
- 3° la liste des exploitants franchisés, s'il échet, ainsi que leur bilan et compte de résultats.

§ 7. Un registre des autorisations est tenu au secrétariat général du ministère de la Communauté française. Les titres d'autorisation sont publiés au *Moniteur belge*.

Art. 32. Il existe deux catégories de radios :

- 1° les réseaux;
- 2° les radios indépendantes.

Chaque radio ne peut diffuser de programmes sur une fréquence autre que celles que le Gouvernement lui a attribuées.

La cession de fréquences, de réseaux de fréquences ou d'autorisation est interdite.

Les radios autorisées en exécution du présent titre peuvent diffuser de la publicité.

Section 3. — Retrait de l'autorisation

Art. 33. Le Collège d'autorisation et de contrôle prononce soit le retrait de l'autorisation ou de l'attribution d'une fréquence, soit la suspension pour une durée qui ne peut être inférieure à trois mois, lorsqu'il constate une des infractions suivantes :

- 1° cession du titre d'autorisation;
- 2° cession d'une ou plusieurs fréquences attribuées au titulaire de l'autorisation sans préjudice cependant de la mise à disposition, à titre gratuit, d'une ou plusieurs fréquences à un tiers lié par contrat de franchise ou tout contrat similaire, au titulaire de l'autorisation;
- 3° absence de diffusion de programme par le titulaire, trois mois après la remise du titre d'autorisation sauf cas de force majeure;
- 4° interruption de la diffusion de programme pendant plus de trois mois, sauf cas de force majeure;
- 5° changement du type de programmation propre à la radio qui a donné lieu à son autorisation;
- 6° diffusion du programme par le titulaire sur une fréquence autre que celle qui lui a été octroyée;
- 7° diffusion d'émissions en infraction à la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide;
- 8° la dissolution volontaire ou judiciaire du titulaire de l'autorisation.

CHAPITRE III. — Demande d'autorisation

Section 1re. — Recevabilité de la demande d'autorisation

Art. 34. § 1^{er}. La demande d'autorisation de mettre en service et de faire fonctionner un réseau n'est recevable que si le demandeur :

- 1° est constitué sous forme de société commerciale dont le capital est formé exclusivement de parts nominatives dont aucune ne peut être détenue par la Radio télévision belge de la Communauté française;
- 2° a pour objet social l'exploitation d'une radio, en ce compris les activités connexes telles que la commercialisation de produits dérivés;
- 3° n'est pas contrôlé, directement ou indirectement, par une autre radio de la Communauté française ou une régie publicitaire;
- 4° est indépendant des gouvernements, d'un parti politique ou d'une organisation représentative des travailleurs ou des employeurs;
- 5° a son siège social en région de langue française ou en Région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 6° dépose un plan financier démontrant que la société a la capacité effective d'assurer la viabilité économique du projet de radiodiffusion sonore pendant la durée de l'autorisation.

§ 2. La demande d'autorisation de mettre en service et de faire fonctionner une radio indépendante n'est recevable que si le demandeur :

- 1° est constitué sous forme d'association sans but lucratif ou de société commerciale dont le capital est formé exclusivement de parts nominatives dont aucune ne peut être détenue par la Radio télévision belge de la Communauté française;
- 2° a pour objet social l'exploitation d'une radio, en ce compris les activités connexes telles que la commercialisation de produits dérivés;
- 3° n'est pas contrôlé, directement ou indirectement, par une autre radio de la Communauté française ou une régie publicitaire;
- 4° est indépendant des gouvernements, d'un parti politique ou d'une organisation représentative des travailleurs ou des employeurs;
- 5° a son siège social en région de langue française ou en Région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 6° dépose un plan financier démontrant que la société ou l'association a la capacité effective d'assurer la viabilité économique du projet de radiodiffusion sonore pendant la durée de l'autorisation.

Section 2. — Forme de la demande d'autorisation

Art. 35. § 1^{er}. En réponse à l'appel d'offre public visé à l'article 38 et dans les délais fixés par celui-ci, la demande d'autorisation est introduite, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, auprès du secrétariat général du ministère de la Communauté française.

Le demandeur précise la catégorie de radio pour laquelle il introduit une demande d'autorisation et la fréquence ou le réseau de fréquences dont il demande l'attribution.

§ 2. La demande doit être accompagnée pour les réseaux :

- 1° d'une copie certifiée conforme des statuts de la société publiés au *Moniteur belge*;
- 2° de la liste des actionnaires précisant l'importance de leur participation;
- 3° de la liste des administrateurs et dirigeants;
- 4° d'un projet radiophonique établissant la manière dont la programmation sera établie;
- 5° de la preuve de l'occupation de journalistes ou de l'engagement d'effectuer une telle occupation dès l'octroi de l'autorisation;
- 6° d'un plan financier;
- 7° de l'engagement du respect de la législation relative aux droits d'auteurs et droits voisins;
- 8° de la liste des franchisés ou candidats franchisés du réseau à laquelle sont jointes les conditions essentielles des contrats de franchise ou contrats similaires conclus ou à conclure avec ceux-ci;

9° l'engagement de respecter les obligations découlant du contrat les liant avec leurs franchisés éventuels.

§ 3. La demande doit être accompagnée pour les radios indépendantes :

1° d'une copie certifiée conforme des statuts de l'association ou de la société publiés au *Moniteur belge*;

2° de la liste des membres ou des actionnaires précisant l'importance de leur participation;

3° de la liste des administrateurs et des dirigeants;

4° d'un projet radiophonique établissant la manière dont la programmation sera établie et s'il est envisagé d'avoir recours aux programmes d'information conçus par un tiers;

5° d'un plan financier;

6° de l'engagement de respecter la législation relative aux droits d'auteurs et droits voisins.

§ 4. Le secrétariat général du ministère de la Communauté française peut requérir toute pièce nécessaire à l'établissement du dossier.

Il transmet au Collège d'autorisation et de contrôle, dans les deux mois de la réception de la demande, les demandes répondant aux critères énumérés à l'article 34 et au présent article.

CHAPITRE IV. — *Liste des fréquences attribuables, conditions de délivrance et d'utilisation*

Art. 36. Le Gouvernement, sur avis conforme du Collège d'autorisation et de contrôle, arrête la liste des réseaux de fréquences et des fréquences attribuables.

Le Collège d'autorisation et de contrôle consultera, pour rendre son avis, deux opérateurs techniques.

Art. 37. § 1^{er}. Le Gouvernement attribue les fréquences et réseaux de fréquences dans le respect des normes communautaires, fédérales et internationales en la matière et sur avis conforme du Collège d'autorisation et de contrôle. L'attribution de la fréquence emporte l'usage de toutes les caractéristiques techniques y afférentes.

La base technique utilisée pour l'attribution des fréquences est constituée par les avis du Comité consultatif international des radiocommunications.

Les émissions des radios sont protégées dans leurs zones de service respectives contre les brouillages émis par les autres radios y compris les radios étrangères et les radios de la Radio télévision belge de la Communauté française suivant les normes communautaires, fédérales et internationales.

§ 2. Le Gouvernement ne peut attribuer à un même réseau deux fréquences si au moins 50 p.c. de la zone de service de l'un des deux émetteurs est commune à la zone de service du deuxième émetteur.

§ 3. L'attribution de fréquence à titre provisoire est interdite.

§ 4. Les fréquences libérées par leurs titulaires ou les fréquences nouvelles dont la Communauté française dispose sont attribuables, par appel d'offre, selon la procédure décrite aux chapitres V et VI du présent titre.

CHAPITRE V. — *Procédure d'autorisation et d'octroi des fréquences*

Section 1re. — De l'appel d'offre et du contenu minimal du cahier des charges

Art. 38. § 1^{er}. L'appel d'offre relatif à l'attribution des autorisations comprend la liste des fréquences attribuables, leurs coordonnées géographiques, la hauteur d'antenne par rapport au sol, la valeur maximale de la PAR et les atténuations imposées.

§ 2. Le cahier des charges de l'appel d'offre relatif à l'attribution des autorisations des réseaux prévoit en tout cas, sans préjudice des dispositions énoncées aux articles 34 et 35 :

1° en ce qui concerne l'information :

a) l'obligation de fournir une information objective et d'établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information;

b) l'obligation de faire assurer la gestion de l'information par des journalistes professionnels engagés à temps plein, sous contrat d'emploi et reconnus conformément à la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel, ou dans les conditions pour y accéder, en nombre suffisant par rapport au projet radiophonique du demandeur. Le Collège d'autorisation et de contrôle motive son avis spécifiquement sur ce point;

c) l'obligation de veiller à la promotion culturelle, notamment par la présentation à titre gratuit des principales activités culturelles et socio-culturelles de la zone de service du programme;

d) les perspectives de développement d'une collaboration avec la presse écrite;

2° en ce qui concerne le programme :

a) l'obligation d'assurer un minimum de 70 p.c. de production propre sauf dérogations accordées par le Gouvernement sur avis conforme du Collège d'autorisation et de contrôle;

b) l'obligation d'émettre en langue française, sauf dérogations accordées par le Gouvernement sur avis conforme du Collège d'autorisation et de contrôle;

c) l'obligation de diffuser au moins 30 p.c. de musiques sur des textes francophones dont 15 p.c. d'oeuvres musicales de compositeurs, d'artistes-interprètes et de producteurs de la Communauté française;

d) l'interdiction de diffuser tout propos ou émission contraires à la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimalisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale;

3° en ce qui concerne l'emploi :

l'obligation de présenter un plan d'emplois portant sur le personnel administratif, artistique, technique et commercial et les journalistes.

4° en ce qui concerne les aspects techniques :

a) l'obligation de diffuser un programme conforme aux normes techniques applicables;

b) l'obligation d'assurer la maintenance technique par au moins un technicien qualifié.

5° en ce qui concerne l'aide à la création radiophonique :

L'obligation de contribuer annuellement au Fonds d'aide à la création radiophonique, à concurrence d'un minimum de 1,5 p.c. des sommes brutes, hors échanges, charges et taxes sur la valeur ajoutée des publicités payées par les annonceurs à la radio et s'il échet, à ses franchisés ou à sa régie publicitaire et s'il échet, aux régies publicitaires des franchisés, pour la diffusion de leurs messages publicitaires. Pour la première année d'exploitation, le Gouvernement arrête un montant provisionnel en fonction du plan financier déposé par la radio lors de l'introduction de la demande.

§ 3. Le cahier des charges de l'appel d'offre relatif à l'attribution des autorisations et des fréquences des radios indépendantes prévoit en tous les cas, sans préjudice des dispositions énoncées aux articles 34 et 35 :

1° en ce qui concerne les programmes :

a) l'obligation d'assurer un minimum de 70 p.c. de production propre et l'interdiction de diffuser un programme diffusé par un réseau ou une autre radio indépendante ou par la RTBF ou par toute autre radio de service public étrangère ainsi que l'interdiction, sans préjudice de l'article 41, de diffuser une partie de programme diffusé par un réseau ou une partie de programme correspondant à un maximum de 30 p. c. de la production, diffusée par plus de deux autres radios indépendantes, sauf dérogation accordée par le Gouvernement sur avis conforme du Collège d'autorisation et de contrôle;

b) l'obligation de veiller à la promotion culturelle notamment par la présentation à titre gratuit des principales activités culturelles et socio-culturelles de la zone de service du programme;

c) l'obligation d'émettre en langue française, sauf dérogations accordées par le Gouvernement sur avis conforme du Collège d'autorisation et de contrôle;

d) l'obligation de diffuser au moins 30 p.c. de musiques sur des textes francophones dont 15 p.c. d'oeuvres musicales de compositeurs, d'artistes-interprètes et de producteurs de la Communauté française;

e) l'interdiction de diffuser tout propos ou émission contraires à la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimalisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale;

f) s'il y a lieu, l'obligation de fournir une information objective et d'établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information.

2° en ce qui concerne l'emploi :

L'obligation de présenter, s'il échet, un plan d'emplois portant sur le personnel administratif, artistique, technique et commercial;

3° en ce qui concerne les aspects techniques :

a) l'obligation de diffuser un programme conforme aux normes techniques applicables;

b) l'obligation d'assurer ou de faire assurer la maintenance technique par, au moins, un technicien qualifié.

Section 2. — Classement

Art. 39. § 1^{er}. Les demandeurs répondant à l'appel d'offre introduisent un dossier exposant avec précision la manière dont ils entendent mettre en oeuvre les obligations inscrites au cahier des charges lié à l'appel d'offre.

En cas de multiplicité de demandes d'autorisation et d'attribution pour des fréquences identiques ou un même réseau de fréquences, le Collège d'autorisation et de contrôle établit un classement en fonction des critères développés aux §§ 2 et 3 de l'article 38 et précisés au cahier des charges et de la manière dont le demandeur s'engage à répondre à ces critères ainsi que des plans financiers visés à l'article 35, §2, 6° et § 3, 5°.

§ 2. Il veillera, en dressant ce classement, à assurer une diversité du paysage radiophonique et un équilibre entre les différents types de radios, à travers l'offre musicale, culturelle et d'information et à accorder une priorité aux radios indépendantes à vocation culturelle.

Il tiendra compte de l'originalité et du caractère novateur de chaque demande et de l'importance de la production décentralisée en Communauté française. Il veillera également à ce que l'ensemble du paysage radiophonique puisse satisfaire les aspirations et demandes de toutes les catégories sociales, classes d'âge ou autre public cible de la Communauté française. Il tiendra encore compte de l'expérience acquise par les radios et par leurs franchisés éventuels ainsi que de leur implantation locale ou régionale.

CHAPITRE VI. — Décision d'autorisation et d'octroi de la fréquence ou du réseau de fréquence

Art. 40. Le Collège d'autorisation et de contrôle, dans son avis, détermine l'attribution d'une fréquence pour chaque radio indépendante et d'un réseau de fréquences pour chaque réseau.

Le Collège d'autorisation et de contrôle rend son avis, sur l'autorisation et sur l'attribution des fréquences et des réseaux de fréquences, dans les trois mois de la transmission de la demande d'autorisation effectuée conformément à l'article 35, § 4.

Le Gouvernement statue dans le mois de la présentation de l'avis, sur l'autorisation et l'attribution des fréquences ou des réseaux de fréquences.

CHAPITRE VII. — Dispositions particulières

Section 1^{re}. — Diffusion de programmes tiers

Art. 41. Une radio indépendante peut avoir recours, si elle y est autorisée par le Collège d'autorisation et de contrôle, à des programmes d'information produits par des tiers.

Ceux-ci devront satisfaire aux conditions prévues à l'article 38, § 2, 1°, a) et b).

Section 2. — Radios d'école

Art. 42. En dérogation aux articles 34 à 39 et après avis du Conseil d'éducation aux médias, les établissements d'enseignement primaire et secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française peuvent être autorisés par le Gouvernement à organiser une radio.

Les radios d'école possèdent les caractéristiques suivantes :

1° la puissance apparente rayonnée est limitée à 10 watts;

2° la hauteur de l'antenne ne peut dépasser 15 mètres;

3° la durée des émissions ne peut excéder 8 heures par jour.

Les établissements d'enseignement ne peuvent être autorisés à organiser une radio d'école que dans la mesure où les émissions n'entraînent aucune perturbation pour d'autres radios.

L'autorisation est attribuée pour une période de deux années scolaires au plus prenant cours à la première rentrée scolaire qui suit l'attribution de l'autorisation. Elle est renouvelable au profit du même titulaire.

Les radios d'écoles ne peuvent avoir recours aux messages à caractère publicitaire.

Les radios d'écoles sont exemptées du paiement de la redevance annuelle.

Section 3. — Blocs de radiodiffusion sonore numérique (en abrégé blocs RSN)

Art. 43. Les blocs ou parties des blocs de radiodiffusion sonore numérique (en abrégé RSN) sont attribués aux radios selon les mêmes modalités et les mêmes critères que les fréquences ou réseaux de fréquences.

Le Gouvernement détermine les modalités de diffusion et désigne l'opérateur technique de la diffusion des blocs RSN sur avis conforme du Collège d'autorisation et de contrôle.

Section 4. — Redevance annuelle

Art. 44. § 1^{er}. En rémunération de la concession par la Communauté française de l'usage de ses fréquences et des services liés à la gestion de cet usage, une redevance annuelle est due par chaque radio.

§ 2. Pour les réseaux couvrant ou couvrant d'une manière optimale l'ensemble de la région de langue française et de la Région de Bruxelles-Capitale, la redevance est égale à 2 Millions de francs par an indexés annuellement au 1^{er} janvier et pour la première fois au 1^{er} janvier 1999 suivant l'indice général des prix à la consommation.

Pour les autres réseaux ou les radios indépendantes, la redevance s'élève, par fréquence, à 50.000 francs l'an, adaptés annuellement au 1^{er} janvier et pour la première fois au 1^{er} janvier 1999, selon l'indice général des prix à la consommation. Cependant, si les recettes publicitaires annuelles brutes sont inférieures à 2 millions de francs, la redevance s'élève, par fréquence à 24 000 francs l'an, somme adaptée annuellement comme dit ci-dessus.

Section 5. — Modalités techniques

Art. 45. Les puissances apparentes rayonnées, les hauteurs d'antennes et les sites d'antenne correspondant à chaque fréquence attribuée sont déterminés par le Gouvernement, sur avis conforme du Collège d'autorisation et de contrôle, lors de la publication de l'appel d'offre visé à l'article 38 et sont attribués avec l'attribution de l'autorisation et des fréquences ou réseaux de fréquences.

Toute demande de changement de site, de changement de fréquence ou d'augmentation de la puissance apparente rayonnée ou de la hauteur d'antenne est à introduire auprès du secrétariat général du ministère de la Communauté française et doit être autorisée par le Gouvernement sur avis conforme du Collège d'autorisation et de contrôle.

Pour toute demande, le demandeur doit s'acquitter d'un droit de calcul d'un montant de 5 000 francs indexable annuellement sur base de l'indice général des prix à la consommation.

Le Gouvernement peut modifier le montant du droit de calcul, sur avis conforme du Collège d'autorisation et de contrôle.

Art. 46. Le Gouvernement peut déterminer les normes minimales auxquelles doit répondre le matériel utilisé pour la radiodiffusion.

Section 6. — Modification des caractéristiques techniques de l'autorisation

Art. 47. § 1^{er}. Sur avis conforme du Collège d'autorisation et de contrôle, sauf en cas d'extrême urgence, le ministre peut imposer une puissance apparente rayonnée inférieure ou une hauteur d'antenne inférieure aux limites indiquées par le Gouvernement lors de l'attribution de l'autorisation, chaque fois qu'il convient :

1° d'assurer une protection efficace des radiocommunications aéronautiques, notamment dans le voisinage des aérodromes et des voies aériennes;

2° d'éviter des perturbations entre différentes radios autorisées et radios publiques au sein de la Communauté française.

L'avis du Collège d'autorisation et de contrôle n'est pas requis en cas de mesure urgente dont la durée est inférieure à quinze jours calendriers.

§ 2. Cette modification, ainsi que toute autre autorisée en vertu de l'article 45, alinéa 2, ou toute modification apportée en général aux éléments inscrits sur le titre d'autorisation ou la fiche technique, fait l'objet d'un avenant. Ce dernier est communiqué par le secrétariat général du ministère de la Communauté française au titulaire de la fréquence concernée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ainsi, selon toute procédure appropriée, qu'au Collège d'autorisation et de contrôle et aux services de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

CHAPITRE VIII. — Diffusion de messages d'intérêt général

Art. 48. Les radios sont tenues de diffuser, sur demande du Gouvernement de la Communauté française, du Gouvernement de la Région wallonne, du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale ou du ministre de l'Intérieur du Gouvernement fédéral, des messages urgents d'intérêt général en cas de catastrophe aérienne, risque nucléaire, tremblement de terre, pollution grave ou événement majeur assimilé.

TITRE III. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Art. 49. Les articles 29, 29bis, 38 et 30 à 37 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, l'arrêté de l'Exécutif du 24 décembre 1991 relatif à la reconnaissance des radios privées et l'arrêté de l'Exécutif du 6 janvier 1992 relatif à la fixation, en matière de radios privées, des zones géographiques en Communauté française, sont abrogés.

Art. 50. § 1^{er}. Toute radio privée reconnue en application du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel est tenue de se conformer aux dispositions du présent décret à partir de la date d'entrée en vigueur de celui-ci.

Ce décret lui reste, toutefois, applicable tant que le Gouvernement n'a pas pris de décision conformément au présent décret.

§ 2. Le Gouvernement, sur avis conforme du Collège d'autorisation et de contrôle, arrête et publie les premiers appels d'offre et cahiers des charges visés à l'article 38 dans les deux mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 51. Le présent décret entre en vigueur à la date arrêtée par le Gouvernement.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 24 juillet 1997.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 97 — 1811

[S - C - 97/29297]

**24 JULI 1997. — Decreet betreffende de "Conseil supérieur de l'audiovisuel"
(Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap van België)
en de private diensten voor klankradio-omroep (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — De Hoge Raad voor de audiovisuele sector

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Afdeling 1. — De Raad

Artikel 1. Er wordt een "Conseil supérieur de l'audiovisuel de la Communauté française de Belgique" (Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap van België), hierna genoemd "de Raad", opgericht.

Art. 2. De Raad is samengesteld uit drie colleges :

- 1° het college voor advies,
- 2° het college voor vergunning en controle,
- 3° het college voor reclame.

Art. 3. § 1. De Regering benoemt, voor een vernieuwbaar mandaat van vijf jaar, een voorzitter, een eerste, een tweede en een derde ondervoorzitter, met inachtneming van artikel 9 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

Op de voordracht van de Regering, kunnen de voorzitter en ondervoorzitters door de Raad van de Franse Gemeenschap worden ontslagen.

Op de voordracht van de Regering, kunnen de leden van het college voor vergunning en controle door de Raad van de Franse Gemeenschap worden ontslagen. De leden van de beide andere colleges kunnen door de Regering worden ontslagen.

De redenen voor het ontslag zijn de volgende :

- 1° toepassing van artikel 404 van het Gerechtelijk Wetboek;
- 2° niet-naleving van de regels betreffende de onverenigbaarheden bedoeld bij het decreet en vastgesteld door de voltallige vergadering, nadat het verweer van de betrokkenen werd gehoord;
- 3° niet-nakoming van de verplichtingen bedoeld bij artikel 13, § 2, of van de verplichting bedoeld bij artikel 16, § 3.

§ 2. De onverenigbaarheden die toepasselijk zijn op de leden van het College voor vergunning en controle zijn toepasselijk op de voorzitter en de ondervoorzitters.

§ 3. De Regering vervangt de voorzitter of de ondervoorzitters bij ambtsneerlegging vóór het einde van hun mandaat. De plaatsvervanger voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

§ 4. De voorzitter en de ondervoorzitters van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector leggen de eed af in handen van de Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap. De andere leden leggen de eed af in handen van de voorzitter van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector. De tekst van de eed is deze die bepaald is in het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eedaflegging bij de aanvang der grondwettelijke vertegenwoordigende Monarchie.

Art. 4. De voorzitter van de Raad zit van rechtswege alle colleges voor. De ondervoorzitters zijn stemgerechtigd bij alle vergaderingen van de colleges. Bij verhindering van de voorzitter, wordt deze vervangen door een van de ondervoorzitters. Het huishoudelijk reglement van het college stelt de nadere regels voor die vervanging vast.

(1) *Zitting 1996-1997.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet : 148, nr. 1. — Commissie-amendementen : 148, nrs. 2 tot 5 en 7 tot 70. — Amendementen van de Regering : 148, nr. 6. — Verslag : 148, nr. 71. — Vergaderingsamendementen : 148, nrs. 72 tot 77.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 15 juli 1997. — Aanneming. Vergadering van 17 juli 1997.

Art. 5. Elk college wordt door de voorzitter of zijn plaatsvervanger bijeengeroepen. Elk college stelt de agenda vast op de voordracht van de voorzitter.

De colleges beraadslagen en beslissen alleen geldig wanneer de helft van de leden aanwezig zijn. Het college voor vergunning en controle beraadslaat en beslist echter alleen geldig wanneer zes van zijn leden aanwezig zijn. De beslissingen worden bij meerderheid van de aanwezige leden genomen.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 6. § 1. De Raad wordt voor een voltallige vergadering door het bureau of op verzoek van de minister tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, bijeengeroepen. Die vergadering wordt ten minste een keer per jaar bijeengeroepen, om het activiteitenverslag goed te keuren. Dit bevat onder meer een speciaal rapport over het beleid inzake sancties.

Nadat het activiteitenverslag werd goedgekeurd, wordt het aan de Regering overgezonden, die het onmiddellijk aan de Raad van de Franse Gemeenschap doorstuurt.

§ 2. De Raad vergadert ook voltallig om de onverenigbaarheden bij de voorzitter, ondervoorzitters of de leden vast te stellen.

De voorzitter, de ondervoorzitter die of het lid dat inbreuk maakt op de regels inzake onverenigbaarheden bedoeld in de artikelen 15, § 2, 16, § 2, en 17, § 2, beschikt over een termijn van een maand om de omstreden mandaten of ambten neer te leggen.

Zo niet, dan wordt hij, een maand en een dag nadat de Raad de onverenigbaarheid heeft vastgesteld, van rechtswege uit zijn mandaat ontzet.

§ 3. De Raad vergadert ook voltallig om, ingevolge bijeenroeping door het bureau of op aanvraag van de minister tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, elke code te bespreken die door een van de colleges werd opgesteld alsook de adviezen betreffende de bescherming van de kinderen en adolescenten.

Afdeling 2. — Het bureau

Art. 7. Het bureau is samengesteld uit de voorzitter en de drie ondervoorzitters van de Raad.

Art. 8. Het bureau wordt door zijn voorzitter of diens plaatsvervanger bijeengeroepen. De oproepingsbrief bevat de agenda.

Het beraadslaat en beslist geldig bij meerderheid, wanneer drie van zijn leden aanwezig zijn. Ten hoogste twee leden kunnen echter hun stemming schriftelijk delegeren aan een ander lid van het bureau. Een lid mag niet over meer dan een delegatie beschikken.

Bij staking van stemmen, beslist de stem van de voorzitter.

De secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de secretaris van de Raad wonen de vergaderingen van het Bureau met adviserende stem bij.

Art. 9. Het bureau coördineert de werkzaamheden van de Raad, zorgt ervoor dat de adviezen van de verschillende colleges coherent zijn, dat de adviezen in overeenstemming zijn met het intern, Europees of internationaal recht, en lost de conflicten van alle aard op die tussen de colleges ontstaan.

Wanneer een aanvraag om advies over een zelfde onderwerp aan verschillende colleges wordt voorgelegd, moet het bureau de volgorde bepalen waarin hun adviezen moeten worden uitgebracht.

Wanneer de colleges verschillende adviezen hebben, kan het bureau, op eigen initiatief of op aanvraag van één van de colleges, een bijkomend advies van de voltallige vergadering vragen.

Het bureau neemt alle contacten op met de internationale, federale, Gemeenschaps- en Gewestoverheden, die noodzakelijk zijn voor de vervulling van zijn opdrachten.

Art. 10. § 1. Het bureau kan aan de Regering alle aanbevelingen mededelen die nuttig zijn voor de vervulling van de opdrachten van de Raad.

Het kan van de diensten van de Regering alle inlichtingen of verslagen vragen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de opdrachten van de Raad en de colleges.

Het bureau kan eveneens een beroep doen op buitendiensten of op deskundigen, om de Raad en de colleges bij de uitoefening van hun opdrachten bij te staan.

§ 2. De Regering brengt het bureau van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector op de hoogte van het gevolg dat zij geeft aan zijn adviezen. Het bureau verwittigt daar elk van de betrokken colleges van.

Afdeling 3. — Het secretariaat

Art. 11. § 1. De secretaris van de Raad organiseert de werkzaamheden van de Raad en van de colleges.

Hij is verantwoordelijk voor de medewerking met de betrokken administraties voor de dossiers die aan de Raad en aan de colleges worden voorgelegd. Hij neemt het secretariaat waar van de vergaderingen van de Raad, de colleges en het bureau.

§ 2. De secretaris van de Raad ontvangt de klachten die aan de Hoge Raad voor de audiovisuele sector worden gericht. Ten minste om de drie maand brengt hij bij het bureau verslag uit over de gegevens die hem aldus ter kennis worden gebracht.

§ 3. Het secretariaat van de Raad staat onder leiding van de secretaris, onder het gezag van de voorzitter. De secretaris wordt bijgestaan door de leden van het secretariaat.

De Regering stelt de personeelsformatie en het statuut van het secretariaat van de Raad vast.

§ 4. De secretaris geeft, onder zijn verantwoordelijkheid, ten minste drie keer per jaar, een informatieblad uit dat bestemd is voor het publiek en waarin zijn activiteiten en adviezen worden opgegeven.

Art. 12. De onverenigbaarheden die toepasselijk zijn op de leden van het College voor vergunning en controle zijn toepasselijk op de leden van het secretariaat.

De leden van het secretariaat zijn verplicht de beroepscode na te leven die in de huishoudelijke reglementen van de Raad uitgevaardigd zijn.

Afdeling 4. — Dienst en werking

Art. 13. § 1. De Raad stelt bij een voltallige vergadering zijn huishoudelijk reglement vast.

§ 2. Elk college stelt eveneens zijn huishoudelijk reglement vast, dat inzonderheid de werkingsregels uitvaardigt, alsook de beroepscode en, zo nodig, de regels betreffende de vermelding van de minderheidsstandpunten, alsmede de regels betreffende de publiciteit van de adviezen.

Het huishoudelijk reglement bepaalt eveneens de procedure die te volgen is door een college dat het ontslag van één van zijn leden aan de Regering voorlegt.

Het huishoudelijk reglement kan ook de bijeenroepingswijzen en -termijnen en de wijzen van beraadslagen en beslissen van de colleges bepalen, wanneer het aanwezigheidsquorum en het quorum voor de beraadslaging en beslissing bedoeld in artikel 5 niet bereikt zijn.

Het huishoudelijk reglement moet ten minste bepalen dat de colleges voor een nieuwe vergadering kunnen worden bijeengeroepen binnen een minimumtermijn van vijf werkdagen.

§ 3. Het bureau stelt zijn huishoudelijk reglement vast, dat inzonderheid de aan zijn leden toegestane delegaties regelt.

§ 4. De huishoudelijke reglementen worden door de Regering goedgekeurd.

Art. 14. De voorzitter, de ondervoorzitters, de leden van de colleges en de leden van het secretariaat zijn tot geheimhouding verplicht voor de feiten, daden en inlichtingen waarvan zij kennis hebben kunnen nemen naar aanleiding van de uitoefening van hun ambt, onder voorbehoud van wat nodig is voor het opstellen van de akten en verslagen die moeten worden bekendgemaakt.

Artikel 458 van het Strafwetboek over het beroepsgeheim is van toepassing.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling van de colleges**Afdeling 1. — Het College voor advies*

Art. 15. § 1. Naast de voorzitter en de ondervoorzitters, is het College voor advies samengesteld uit twintig leden die door de Regering worden aangesteld met inachtneming van artikel 9 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt. Voor elk lid wordt een plaatsvervanger benoemd, die afkomstig is uit dezelfde socio-professionele categorie. Het mandaat van de leden duurt vier jaar en is vernieuwbaar. Het lid dat ophoudt zijn ambt uit te oefenen voor het einde van zijn mandaat wordt door zijn plaatsvervanger vervangen. Deze voleindigt het lopende mandaat.

Telkens als hij verhinderd is, verzoekt de titularis zijn plaatsvervanger om zitting te houden. De voorzitter stelt het ontslag van een lid van ambtswege vast nadat het zes keer opeenvolgend afwezig is geweest.

Twee gemachtigden van de Regering en de secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap, of diens gemachtigde, alsook drie afgevaardigden van de Raad voor opvoeding tot de media, wonen de werkzaamheden van het College voor advies met adviserende stem bij.

De leden en hun plaatsvervanger worden gekozen uit de personen die behoren of hebben behoord tot een van de volgende socio-professionele categorieën :

- 1° de beroepen uit de audiovisuele sector in het algemeen en de beroepsverenigingen uit die sector;
- 2° de filmsector;
- 3° de vennootschappen met auteursrechten en naburige rechten;
- 4° de producers en uitgevers van audiovisuele programma's;
- 5° de private radio's;
- 6° de lokale en communautaire televisies;
- 7° de RTBF;
- 8° de private televisies van de Franse Gemeenschap;
- 9° de betaaltelevisies van de Franse Gemeenschap;
- 10° de teledistributiemaatschappijen;
- 11° de consumentenorganisaties, met inbegrip van de televisie-kijkers en de radio-luisteraars;
- 12° de operateurs van elke dienst bedoeld in artikel 19 quater van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector;
- 13° de representatieve werknemersorganisaties van voornoemde sectoren die aangesloten zijn bij een vakorganisatie die zitting heeft in de Nationale Arbeidsraad;
- 14° het boekwezen;
- 15° de persuitgeversmaatschappijen;
- 16° de beroepsjournalisten erkend met toepassing van de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist.

Elk van de hierboven vermelde socio-professionele categorieën telt ten minste een lid.

§ 2. De hoedanigheid van lid van het College voor advies is onverenigbaar met :

- 1° de hoedanigheid van lid van een regering;
- 2° de hoedanigheid van lid van een wetgevende vergadering op Europees, federaal, Gemeenschaps- en Gewestniveau;
- 3° het behoren tot een instelling die de democratische beginselen niet naleeft die inzonderheid vervat zijn in het Europees Verdrag van 4 november 1950 tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, onderschatten, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

4° de hoedanigheid van lid van een ander college van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector, met uitzondering van de voorzitter en ondervoorzitters.

§ 3. Gedurende vier jaar, wonen de uittredende voorzitter en ondervoorzitters de vergaderingen van het College met adviserende stem bij. De onverenigbaarheden bedoeld in § 2 van dit artikel zijn op hen toepasselijk.

Afdeling 2. — Het College voor vergunning en controle

Art. 16. § 1. Naast de voorzitter en de ondervoorzitters van de Raad, is het College voor vergunning en controle samengesteld uit vijf leden. Hun mandaat duurt vier jaar en is vernieuwbaar. Drie worden door de Raad van de Franse Gemeenschap aangesteld, de anderen door de Regering. De leden worden aangesteld met inachtneming van artikel 9 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

De leden van het College voor vergunning en controle worden gekozen uit de personen die erkend zijn voor hun bevoegdheid in de audiovisuele sector en de communicatie-sector.

De Regering vervolledigt het College nadat de leden werden aangewezen door de Raad van de Franse Gemeenschap.

De voorzitter stelt het ontslag van ambtswege van een lid vast, nadat dit lid zes keer opeenvolgend afwezig is geweest.

De secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap woont de werkzaamheden van het College met adviserende stem bij.

§ 2. De hoedanigheid van lid is onverenigbaar met :

1° de hoedanigheid van lid van een regering, een ministerieel kabinet of van parlamentsattaché;

2° de hoedanigheid van lid van een wetgevende vergadering op Europees, federaal, Gemeenschaps- en Gewestniveau;

3° de hoedanigheid van provinciegouverneur, arrondissementscommissaris, lid van een bestendige deputatie of provincieraadslid;

4° de hoedanigheid van titularis van een mandaat van burgemeester, schepenen of voorzitter van een OCMW;

5° de uitoefening van elk ambt dat een conflict betreffende persoonlijke of functionele belangen kan doen ontstaan, wegens :

a) de hoedanigheid van lid van de raden van bestuur van instellingen en maatschappijen van private of openbare diensten voor klank- of televisie-omroep of audiovisuele diensten,

b) het bezit van een vergunning betreffende een dienst voor audiovisuele communicatie,

c) de uitoefening van een ambt of het bezit van aandelen in een maatschappij of elke organisatie die een activiteit uitoefent die een rechtstreekse concurrentie uitmaakt met maatschappijen of organisaties van de audiovisuele sector;

6° het behoren tot een instelling die de democratische beginselen niet naleeft die inzonderheid vervat zijn in het Europees Verdrag van 4 november 1950 tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, onderschatten, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

7° met de hoedanigheid van lid van een ander college van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector, de voorzitter en ondervoorzitters uitgezonderd.

§ 3. Wanneer het betrokken lid weet dat zijn persoon de oorzaak van wraking kan zijn of van het mogelijk ontstaan van een belangenconflict in verband met het onderwerp waarover het College voor vergunning en controle zal beraadslagen en beslissen, neemt het geen deel aan de debatten en de beraadslaging. De niet-naleving van die regel wordt beschouwd als een overtreding van de beroepscode bedoeld in artikel 13, § 2.

Afdeling 3. — Het College voor reclame

Art. 17. § 1. Naast de voorzitter en de ondervoorzitters, is het College voor reclame samengesteld uit veertien leden die door de Regering worden aangesteld met inachtneming van artikel 9 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

Voor elk lid wordt een plaatsvervanger benoemd, die afkomstig is uit dezelfde socio-professionele categorie. Het mandaat van de leden duurt vier jaar en is vernieuwbaar. Het lid dat ophoudt zijn ambt uit te oefenen vóór het einde van zijn mandaat wordt door zijn plaatsvervanger vervangen. Deze voleindigt het lopende mandaat.

Telkens als de titularis verhinderd is, verzoekt hij zijn plaatsvervanger om zitting te houden. De voorzitter stelt het ontslag van een lid van ambtswege vast, nadat het lid zes keer opeenvolgend afwezig is geweest. Twee gemachtigden van de Regering en de secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap, of diens gemachtigde, wonen de werkzaamheden van het College voor reclame met adviserende stem bij.

De leden en hun plaatsvervanger worden gekozen uit de personen die behoren of hebben behoord tot een van de volgende socio-professionele categorieën :

1° de beroepen van de audiovisuele sector;

2° de beroepen inzake reclame;

3° de consumentenverenigingen;

4° de verenigingen voor permanente opvoeding of de jeugdverenigingen;

5° de reclame-adverteerders.

Elk van de hierboven vermelde socio-professionele categorieën telt ten minste een lid.

§ 2. De hoedanigheid van lid van het College voor reclame is onverenigbaar met :

1° de hoedanigheid van lid van een regering, een ministerieel kabinet of van parlamentsattaché;

2° de hoedanigheid van lid van een wetgevende vergadering op Europees, federaal, Gemeenschaps- en Gewestniveau;

3° het behoren tot een instelling die de democratische beginselen niet naleeft die inzonderheid vervat zijn in het Europees Verdrag van 4 november 1950 tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, onderschatten, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

4° de hoedanigheid van lid van een ander college van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector, de voorzitter en ondervoorzitters uitgezonderd.

§ 3. Gedurende vier jaar wonen de uittredende voorzitter en ondervoorzitters de werkzaamheden van het College voor reclame met adviserende stem bij. De in paragraaf 2 van dit artikel bedoelde onverenigbaarheden zijn toepasselijk.

HOOFDSTUK III. — *Opdrachten en bevoegdheden van de Colleges waaruit de Raad bestaat*

Afdeling 1. — Het College voor advies

Art. 18. Het College voor advies heeft als opdracht :

1° op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering of van de Raad van de Franse Gemeenschap, advies uit te brengen over elke vraag in verband met de audiovisuele sector die niet tot de bevoegdheid van een ander college behoort;

2° op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering of de Raad van de Franse Gemeenschap, advies uit te brengen over de wijzigingen in decreten en verordeningen die volgens het College noodzakelijk zullen zijn als gevolg van de technologische, economische, sociale en culturele evolutie van de activiteiten van de audiovisuele sector, alsook van het Europees en internationaal recht;

3° op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering of de Raad van de Franse Gemeenschap, advies uit te brengen over de naleving van de democratische regels betreffende de rechten en fundamentele vrijheden die door de Grondwet worden gewaarborgd, inzonderheid het niet-discriminatie-beginsel;

4° op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering of de Raad van de Franse Gemeenschap, advies uit te brengen over de bescherming van kinderen en adolescenten bij de programmatie van uitzendingen van een dienst voor audiovisuele radio-omroep.

Art. 19. Het College brengt advies uit binnen drie maanden vanaf de aanvraag van de Regering of de Raad van de Franse Gemeenschap.

De Regering of de Raad van de Franse Gemeenschap kunnen het College om advies vragen volgens de procedure voor dringende gevallen. In dit geval wordt het advies binnen de maand uitgebracht.

Art. 20. Op verzoek van het secretariaat, kan het College voor advies alle inlichtingen vorderen die noodzakelijk zijn voor de vervulling van zijn opdrachten.

Afdeling 2. — Het College voor vergunning en controle

Art. 21. § 1. Het College voor vergunning en controle heeft inzonderheid als opdracht :

1° een voorafgaand en met redenen omkleed advies uit te brengen over elke verlening van vergunning of vernieuwing van vergunning van een private dienst voor klankradio-omroep door de Regering;

2° een voorafgaand en met redenen omkleed advies uit te brengen over elke verlening van vergunning of vernieuwing van vergunning van een private televisie van de Franse Gemeenschap van België door de Regering;

3° een voorafgaand en met redenen omkleed advies uit te brengen over elke verlening van vergunning of vernieuwing van vergunning door de Regering voor de ontwikkeling en de exploitatie van de diensten bedoeld in artikel 19 quater van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector;

4° een voorafgaand en met redenen omkleed advies uit te brengen over elke verlening van vergunning of vernieuwing van vergunning van betaaltelevisie-instellingen van de Franse Gemeenschap van België door de Regering;

5° een voorafgaand en met redenen omkleed advies uit te brengen over elke verlening van vergunning of vernieuwing van vergunning van lokale en communautaire televisies door de Regering;

6° een voorafgaand en met redenen omkleed advies uit te brengen over elke erkenning, vergunning of elke gelijkaardige akte verleend met toepassing van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector of van dit decreet;

7° elk jaar advies uit te brengen over de nakoming van de verplichtingen die voortvloeien uit het beheerscontract van de RTBF in verband met de uitzendingen inzake informatie, cultuur, wetenschap of permanente opvoeding, ontspanning, sport, films en televisiefilms, uitzendingen bestemd voor de jeugd, dienstuitzendingen, overgedragen uitzendingen, uitzendingen tijdens de verkiezingscampagnes, uitzendingen van commerciële aard, alsook inzake bevordering van de verspreiding van Europese werken en franstalige werken;

8° elk jaar advies uit te brengen over de nakoming van de verplichtingen die voortvloeien uit overeenkomsten die werden gesloten met private betaaltelevisies van de Franse Gemeenschap;

9° elk jaar advies uit te brengen over de nakoming van de verplichtingen die voortvloeien uit de lijsten van voorwaarden die de private diensten voor klankradio-omroep hebben aanvaard.

10° elk jaar advies uit te brengen over de nakoming van de verplichtingen die voortvloeien uit de overeenkomsten die werden gesloten met de audiovisuele dienstenmaatschappijen;

11° elke overtreding van wetten, decreten en verordeningen in de audiovisuele sector vast te stellen alsook elke verbreking van een verplichting die in een overeenkomst bepaald is.

§ 2. Door toedoen van de secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap, kan de Regering elke tekortkoming die een overtreding uitmaakt, voor het College voor vergunning en controle brengen.

§ 3. Het College brengt de in § 1, 2° tot 6°, bedoelde adviezen uit binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum van de aanvraag van de Regering en binnen de in artikel 40 bedoelde termijn voor de in § 1, 1° bedoelde aanvragen. De Regering kan het College om advies vragen volgens de procedure van de dringende noodzakelijkheid. In dit geval, wordt het advies binnen één maand uitgebracht.

Wordt het advies niet binnen de in deze paragraaf bepaalde termijnen uitgebracht, dan wordt het geacht gunstig te zijn.

Art. 22. § 1. Wanneer het College een overtreding van wetten, decreten en verordeningen in de audiovisuele sector vaststelt of een verbreking van een verplichting die voortvloeit uit een overeenkomst tussen de Franse Gemeenschap en operateurs bedoeld bij het decreet van 17 juli 1987, of de niet-ervulling van één van de voorwaarden die bedoeld zijn bij dit decreet, kan het, met inachtneming van de procedure bedoeld in artikel 23, ten aanzien van de houder van een erkenning, een vergunning of elke gelijkaardige akte bedoeld in het reeds vermelde decreet, één van de volgende sancties uitspreken :

1° de intrekking van de vergunning of van elke gelijkaardige akte;

2° de schorsing van de vergunning of van elke gelijkaardige akte voor een maximumduur van zes maanden;

3° de schorsing van de uitzending van het betwiste programma of de betwiste dienst;

4° de uitzending, in het betwiste programma of de betwiste dienst, onder de door het College voor vergunning en controle vast te stellen voorwaarden, van een mededeling die vermeldt dat dit college een overtreding heeft vastgesteld en waarin deze overtreding wordt beschreven;

5° een geldboete waarvan het bedrag niet lager dan tienduizend frank mag zijn noch 3 % hoger dan de jaarlijkse omzet, belasting niet inbegrepen, waarbij het maximum vijftig miljoen is.

In geval van herhaling binnen een termijn van vijf jaar, wordt dat bedrag opgevoerd tot 5 % van de jaarlijkse omzet, belasting niet inbegrepen, waarbij het maximumbedrag niet boven vijfenzeventig miljoen frank mag liggen.

De geldboete-sanctie mag op bijkomstige wijze naast de sancties bedoeld in 1°, 2°, 3° en 4° van deze paragraaf worden opgelegd.

De akte houdende intrekking van de vergunning wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 2. De Regering stelt binnen haar diensten één of meer ambtenaren aan die worden belast met de invordering van de aldus verschuldigde geldboeten, door middel van een dwangbevel dat zij bevoegd zijn op te stellen. Dat dwangbevel is uitvoerbaar binnen acht dagen na de kennisgeving ervan aan de geldboeteschuldige. Het wordt door een gerechtsdeurwaarder uitgevoerd in de vormen bepaald in het *Gerechtelijk Wetboek*.

De uitvoering van het dwangbevel kan alleen door een met redenen omkleed verzet met dagvaarding voor het gerecht worden opgeschort. Op straffe van verval, wordt dat verzet aangetekend bij een exploit dat betekend wordt aan het kabinet van de minister-voorzitter van de Franse Gemeenschap binnen de maand na de kennisgeving van het dwangbevel.

De vordering wordt gebracht voor de rechtbank in het rechtsgebied waarvan de woonplaats of de maatschappelijke zetel van de geldboeteschuldige gelegen is.

§ 3. Bij ernstig en moeilijk herstelbaar nadeel, kan het College de uitzending van een programma of een dienst opschorten voor een periode die niet langer dan drie dagen mag zijn.

Art. 23. § 1. Zodra een overtreding van wetten, decreten en verordeningen in de audiovisuele sector of een verbreking van een verplichting die bepaald was in een overeenkomst of in een lijst van voorwaarden, zoals bedoeld in artikel 22, § 1, ter kennis van de Raad wordt gebracht, zorgt de secretaris voor het onderzoek van het dossier. Hij brengt verslag bij het bureau uiterlijk drie dagen vóór de vergadering van het College uit.

§ 2. Het College deelt zijn grieven en het verslag mede aan de houder van de vergunning of van elke gelijkaardige akte. Deze beschikt over een termijn van één maand om inzage van het dossier te krijgen en zijn schriftelijke opmerkingen voor te leggen.

§ 3. De overtreder wordt verzocht te verschijnen op de datum die door de voorzitter wordt bepaald en bij een ter post aangetekend schrijven wordt medegedeeld. Hij kan zich door een raadsman laten vertegenwoordigen. Het College kan iedere persoon horen die er nuttig kan bijdragen informatie te verstrekken.

§ 4. Het College neemt een met redenen omklede beslissing binnen zestig dagen nadat de overtreder werd gehoord. Die wordt bij een ter post aangetekend schrijven medegedeeld.

Het College kan bij verstek beslissen.

§ 5. Wanneer een beslissing bij verstek is uitgesproken, kan de titularis verzet aantekenen bij een ter post aangetekend schrijven binnen veertien dagen na de datum van kennisgeving van de beslissing die door het College werd getroffen.

Een nieuwe datum om te verschijnen wordt bepaald. Verschijnt de overtreder opnieuw niet, dan mag hij geen verzet meer aantekenen.

§ 6. De debatten van het College zijn openbaar. Bij een met redenen omklede beslissing of op eigen initiatief of op aanvraag van de betrokkenen, kan het College bevelen dat de debatten achter gesloten deuren zullen plaatsvinden.

Art. 24. Met het oog op de vervulling van de opdrachten die aan het College voor vergunning en controle toevertrouwd zijn, kan dit College de secretaris verzoeken om :

1° Zonder zich te moeten verplaatsen, zowel bij de administraties als bij de natuurlijke of rechtspersonen die een vergunning hebben gekregen voor radio-omroepdiensten bedoeld bij dit decreet of die houder zijn van een gelijkaardige akte, alle inlichtingen in te winnen om zich te vergewissen van de nakoming van de verplichtingen die aan de houders van een vergunning opgelegd zijn;

2° Bij dezelfde natuurlijke of rechtspersonen onderzoeken uit te voeren volgens door de Regering nader te bepalen regels.

De Regering kan uit zijn diensten beëdigde ambtenaren aanstellen die bevoegd zijn om processen-verbaal op te maken die gelden totdat het tegendeel bewezen is. Deze ambtenaren leggen de eed af, overeenkomstig artikel 572 van het *Gerechtelijk Wetboek*.

3° De instellingen voor radio-omroepdiensten die houder zijn van een vergunning of van elke gelijkaardige akte bedoeld bij dit decreet zijn ertoe gehouden, om de vervulling van de opdrachten die toevertrouwd zijn aan het College voor vergunning en controle mogelijk te maken, hun programma's integraal op te nemen en die te bewaren gedurende een periode van twee maanden vanaf de datum waarop ze worden uitgezonden.

Afdeling 3. — Het College voor reclame

Art. 25. § 1. Het College voor reclame heeft als opdracht :

1° Een code voor ethiek inzake reclame op te stellen en, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering of van de Raad van de Franse Gemeenschap, advies uit te brengen over elke niet-naleving ervan.

2° Op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, advies uit te brengen over elke vraag in verband met de inhoud van de reclame en met de reclame-boodschappen die worden uitgezonden door de diensten voor audiovisuele radio-omroep.

3° De opdrachten uit te voeren die aan dit College toevertrouwd zijn krachtens de artikelen 61 en volgende van het decreet van 25 juli 1996, inzonderheid de zendtijd voor televisie-reclame vast te stellen, alsook het gemiddelde jaarlijkse kijkcijfer en de marktaandeelen van de televisie-instellingen die in het Frans taalgebied uitzenden.

4° Aan het College voor vergunning en controle verslag uit te brengen over de aanwijzingen van overtreding van wetten, decreten en verordeningen inzake de reclame die wordt uitgezonden door de radio's en televisies van de Franse Gemeenschap en door de diensten bedoeld in artikel 19 quater van het decreet van 17 juli 1987.

§ 2. Wanneer de adviezen door de Regering worden aangevraagd, brengt het College deze uit binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum van de aanvraag.

De Regering kan het College om advies vragen volgens de procedure van de dringende noodzakelijkheid. In dit geval wordt het advies binnen een maand uitgebracht.

Art. 26. Met het oog op de vervulling van de opdrachten die aan het College voor reclame toevertrouwd zijn, kan dit College de secretaris verzoeken om :

1° Zonder zich te moeten verplaatsen, zowel bij de administraties als bij de natuurlijke of rechtspersonen die reclame uitzenden, alle inlichtingen in te winnen die noodzakelijk zijn om zich te vergewissen van de nakoming van de verplichtingen die aan de houders van een vergunning of van elke gelijkaardige akte inzake reclame opgelegd zijn;

2° Bij dezelfde natuurlijke of rechtspersonen onderzoeken uit te voeren volgens door de Regering nader te bepalen regels.

De Regering kan uit zijn diensten beëdigde ambtenaren aanstellen die bevoegd zijn om processen-verbaal op te maken die gelden totdat het tegendeel bewezen is. Deze ambtenaren leggen de eed af, overeenkomstig artikel 572 van het Gerechtelijk Wetboek.

HOOFDSTUK IV

Art. 27. De Regering stelt het statuut van de voorzitter en de ondervoorzitters vast. De Regering kan aan de leden van de Raad een vergoeding toekennen waarvan zij het bedrag alsook de nadere regels voor de aanrekening en de uitbetaling ervan vaststelt.

TITEL II. — De private diensten voor klankradio-omroep

HOOFDSTUK I. — Definities

Art. 28. In deze titel wordt verstaan onder :

1° de minister : het Lid van de Regering tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort;

2° de aanvrager : de rechtspersoon die een aanvraag om vergunning heeft ingediend voor de oprichting van een private dienst voor klankradio-omroep;

3° de frequentie : een frequentie (aantal trillingen per tijdseenheid) in frequentiemodulatie, lange, middelbare of korte golven;

4° het effectief uitgestraald vermogen : het produkt van de vermenigvuldiging van het aan het uiteinde van de antenne geleverd vermogen met de winst van de antenne ten opzichte van een halvegolfdipool in een gegeven richting.

5° de antennehoogte : de hoogte van de antenne boven de grond;

6° het net : de private dienst voor klankradio-omroep die hetzelfde programma uitzendt, met eventueel lokale of regionale ontkoppelingen, op een frequentienet dat zich uitstrekt over het geheel of een deel van het Frans taalgebied of van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad of van beide;

7° de onafhankelijke radio : de private dienst voor klankradio-omroep die een lokale verspreiding heeft over het grondgebied van het geheel of een deel van één of meer gemeenten gelegen in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

8° het frequentienet : de groep frequenties die globaal aan één net wordt toegewezen;

9° de dienstzone : de zone waarbinnen de gemiddelde waarde van de veldsterkte van een zendtoestel, bepaald overeenkomstig de aanbevelingen van het Internationaal Consultatief Comité voor radioverbindingen, hoger ligt dan de waarde van de bruikbare veldsterkte van dat zendtoestel.

10° de schoolradio : de radio die wordt georganiseerd door een door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde inrichting voor lager of secundair onderwijs.

11° de heruitzendingsfrequentie : de frequentie die zich binnen de dienstzone van een zendtoestel bevindt en die de dienstzone van dat zendtoestel moet verbeteren.

12° DAB-blok : bandbreedte van 1,5 MHz, waardoor het digitaal multiplexeren van verschillende klank- en gegevensprogramma's mogelijk wordt gemaakt;

13° deel van een DAB-blok : deel van de digitale capaciteit van het DAB-blok dat de uitzending van een klank- of gegevensprogramma mogelijk maakt.

HOOFDSTUK II. — Algemene beginselen

Afdeling 1. — Vergunning voor het aanleggen en het doen werken

Art. 29. Na openbare offerteaanvraag, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, en na eensluidend advies van het College voor vergunning en controle, kan de Regering de vergunning verlenen om private diensten voor klankradio-omroep, hierna genoemd "radio's", aan te leggen en te doen werken, volgens de procedure en de nadere regels bepaald in deze titel.

Na eensluidend advies van het College voor vergunning en controle, kan de Regering bij de offerteaanvraag andere nadere regels opleggen.

De Regering wijst een frequentienet aan elk net toe.

Zij wijst een frequentie aan elke onafhankelijke radio toe.

Na eensluitend advies van het College voor vergunning en controle, kan zij de dienstzone van de zendtoestellen van de netten en de onafhankelijke radio's vervullen met een heruitzendingsfrequentie zonder ontkoppeling.

De uitzending van de programma's van de radio's die titularis zijn van een vergunning moet voorafgegaan en gevolgd worden door een herkenningmelodie waardoor de radio geïdentificeerd kan worden en de opstellingsplaats van de zender alsook de gebruikte frequentie(s) kunnen worden gecontroleerd. Die herkenningmelodie moet bij regelmatige tussenpozen worden uitgezonden gedurende de uitzending van de programma's.

Art. 30. De vergunning wordt verleend voor een periode van negen jaar die begint op de datum vermeld in de vergunningstitel. Ze kan worden vernieuwd.

Een frequentie die vrijgegeven is overeenkomstig artikel 37, § 4, kan worden toegewezen voor een periode die gelijk is aan de duur van de oorspronkelijke vergunning die nog tot het einde moet lopen.

Met het oog op de harmonisering van de vervaltermijnen van het geheel van de vergunningen, kan de Regering, zo nodig, een duur bepalen die korter is dan negen jaar, na eensluitend advies van het College voor vergunning en controle.

De titularis moet het programma waarvoor hij de vergunning heeft gekregen, uitzenden binnen drie maanden na de afgifte van de vergunningstitel.

De aanvraag om vernieuwing moet door de titularis zes maanden vóór het einde van de vergunningsperiode worden ingediend, samen met de documenten vermeld in artikel 35.

Afdeling 2. — Vergunningstitel

Art. 31. § 1. Een vergunningstitel wordt aan de vergunninghouder afgegeven. Deze levert het bewijs dat hij de vergunning heeft gekregen om een radio aan te leggen en te doen werken.

De door de Minister ondertekende vergunningstitel wordt door het secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap afgeleverd, op een formulier waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld.

§ 2. Wanneer frequenties ter beschikking worden gesteld in het kader van een franchise-contract of van elk gelijkaardig contract, moet een als eensluitend verklaard afschrift van de vergunningstitel te allen tijde kunnen worden overgelegd door elke uitbater-franchisenemer van de vergunninghouder.

§ 3. De vergunningstitel vermeldt :

- 1° de benaming van de radio;
- 2° de identiteit van de titularis;
- 3° het adres van de maatschappelijke zetel van de titularis;
- 4° de toegewezen frequentie(s);
- 5° in voorkomend geval, de lijst van de frequenties die ter beschikking worden gesteld in het kader van een franchise-contract of in het kader van elk gelijkaardig contract, en de identiteit van de derde(n)-franchisenemer(s);
- 6° in voorkomend geval, het adres van de maatschappelijke zetel van de franchisenemers of van de titularissen van gelijkaardige contracten;
- 7° de ligging in breedtegraad en in lengtegraad van de opstellingsplaats(en) van de antenne(s);
- 8° de maximumwaarde van het effectief uitgestraald vermogen en de opgelegde verminderingen;
- 9° de hoogte van de antenne(s) boven de grond;
- 10° de datum van het begin van de geldigheidsduur van de vergunning;
- 11° de vergunning van de titularis om een beroep te doen op het informatie-programma dat door derden wordt opgemaakt.

§ 4. Bij de vergunningstitel wordt een technische beschrijving gevoegd die geen deel uitmaakt van de vergunningstitel. Deze vermeldt :

- 1° het adres van de exploitatiezetel en van de studio's;
- 2° het vermogen aan de uitgang van het/de zendtoestel(len);
- 3° het type en de karakteristieken van de antenne(s), met inbegrip van de richting, de winst, het richtingsdiagram alsook een nauwkeurige beschrijving van de antenne(s) (aantal dipolen en/of aantal en aard van de elementen);
- 4° het type en de lengte van de gebruikte kabel;
- 5° het type van elke uitrusting die tussen het zendtoestel en de antenne wordt ingeschakeld;
- 6° het verlies aan globaal vermogen in de voedingsuitrusting van de antenne.

De bij deze bepaling bedoelde technische beschrijving wordt door de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap samen met de vergunningstitel ondertekend en afgeleverd.

De secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap deelt zonder verwijl elke beslissing mede betreffende een aanvraag om wijziging van de elementen die in die technische beschrijving opgenomen zijn.

§ 5. De vergunningstitel moet kunnen worden overgelegd op elk verzoek van de ambtenaren van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie of van de ambtenaren die door de Regering worden aangesteld uit haar diensten bedoeld in artikel 24.

§ 6. De vergunninghouder moet elk jaar, voor 30 juni, aan het College voor vergunning en controle en aan de minister de volgende gegevens mededelen :

- 1° een verslag over de activiteiten van het afgelopen jaar, met inbegrip van een rooster van de uitgezonden programma's, een nota over het programmabeleid en een verslag over de uitvoering van de lijst van voorwaarden;
- 2° de jaarbalans en de jaarrekening van de maatschappij die op 31 december van elk jaar worden vastgesteld of de jaarrekening van de vereniging zonder winstoogmerk;
- 3° de lijst van de uitbaters-franchisenemers, in voorkomend geval, alsook hun balans en resultatenrekening.

§ 7. Er wordt een register van vergunningen gehouden bij het secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. De vergunningstitels worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 32. Er zijn twee categorieën van radio's :

1° de netten;

2° de onafhankelijke radio's.

Elke radio behoort tot één enkele categorie.

Een radio mag geen programma uitzenden op een andere frequentie dan deze die de Regering hem heeft toegewezen.

De overdracht van frequenties, van een frequentienet of van een vergunning is verboden.

De radio's die de vergunning hebben gekregen ter uitvoering van deze titel mogen reclame uitzenden.

Afdeling 3. — Intrekking van de vergunning

Art. 33. Het College voor vergunning en controle beslist ofwel dat de vergunning of de toegewezen frequentie moeten worden ingetrokken, ofwel dat deze geschorst moeten worden voor een periode die niet korter dan drie maanden mag zijn, wanneer het één van de volgende overtredingen vaststelt :

1° overdracht van de vergunningstitel;

2° overdracht van één of meer frequenties die aan de vergunninghouder werden toegewezen, onverminderd echter de kosteloze terbeschikkingstelling van een of meer frequenties voor een derde in het kader van een franchise-contract of van elk gelijkwaardig contract;

3° geen uitzending van programma's door de titularis, drie maanden nadat de vergunningstitel afgeleverd werd, behalve door overmacht;

4° onderbreking van de uitzending van het programma gedurende meer dan drie maanden, behalve door overmacht;

5° wijziging van het type van de programmatie die de radio eigen is en waarvoor de vergunning werd verleend;

6° uitzending van het programma door de titularis op een andere frequentie dan deze die hem werd toegewezen;

7° uitzending van programma's in overtreding met de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en bij de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, onderschatten, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

8° vrijwillige of gerechtelijke ontbinding van de vergunninghouder.

HOOFDSTUK III. — Aanvraag om vergunning

Afdeling 1. — Ontvankelijkheid van de aanvraag om vergunning

Art. 34. § 1. De aanvraag om vergunning om een net aan te leggen en te doen werken is alleen ontvankelijk indien de aanvrager :

1° opgericht is in de vorm van een handelsvennootschap waarvan het kapitaal uitsluitend bestaat uit aandelen op naam waarvan de "Radio-Télévision belge de la Communauté française" geen enkele mag bezitten;

2° als maatschappelijk doel de exploitatie van een radio heeft, met inbegrip van de bijbehorende activiteiten zoals de commercialisering van afgeleide produkten;

3° niet rechtstreeks of onrechtstreeks door een andere radio van de Franse Gemeenschap of een regie voor reclame gecontroleerd wordt;

4° onafhankelijk is van de regeringen, een politieke partij of een representatieve werknemers- of werkgeversorganisatie;

5° zijn maatschappelijke zetel in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad heeft;

6° een financieel plan voorlegt dat aantoonde dat de vennootschap de effectieve capaciteit heeft om het project inzake klankradio-omroep gedurende de vergunningsduur economisch leefbaar te maken.

§ 2. De aanvraag om vergunning om een onafhankelijke radio aan te leggen en te doen werken is alleen ontvankelijk indien de aanvrager :

1° opgericht is in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk of van een handelsvennootschap waarvan het kapitaal uitsluitend bestaat uit aandelen op naam waarvan de "Radio-Télévision belge de la Communauté française" geen enkele mag bezitten;

2° als maatschappelijk doel de exploitatie van een radio heeft, met inbegrip van de bijbehorende activiteiten zoals de commercialisering van afgeleide produkten;

3° niet rechtstreeks of onrechtstreeks door een andere radio van de Franse Gemeenschap of een regie voor reclame gecontroleerd wordt;

4° onafhankelijk is van de regeringen, een politieke partij of een representatieve werknemers- of werkgeversorganisatie;

5° zijn maatschappelijke zetel in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad heeft;

6° een financieel plan voorlegt dat aantoonde dat de vennootschap de effectieve capaciteit heeft om het project inzake klankradio-omroep gedurende de vergunningsduur economisch leefbaar te maken.

Afdeling 2. — Vorm van de aanvraag om vergunning

Art. 35. § 1. In antwoord op de in artikel 38 bedoelde openbare offerteaanvraag en binnen de termijn die door dat artikel bepaald is, wordt de aanvraag om vergunning bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs bij het secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap ingediend.

De aanvrager vermeldt de categorie van de radio waarvoor hij een aanvraag om vergunning indient en de frequentie of het frequentienet waarvan hij de toewijzing aanvraagt.

§ 2. Voor de netten moet de aanvraag samen worden ingediend met :

- 1° een voor eensluidend verklaard afschrift van de statuten van de vennootschap die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn;
- 2° de lijst van de aandeelhouders, met vermelding van de omvang van hun deelneming;
- 3° de lijst van de bestuurders en bewindhebbers;
- 4° een radiofonisch projekt waarbij wordt bepaald op welke wijze de programmatie zal worden opgemaakt;
- 5° het bewijs dat journalisten tewerkgesteld zijn of het bewijs van de verbintenis journalisten tewerk te stellen zodra de vergunning zal zijn verleend;
- 6° een financieel plan;
- 7° de verbintenis tot naleving van de wetgeving over het auteursrecht en de naburige rechten;
- 8° de lijst van de franchisenemers of kandidaat-franchisenemers van het net met als bijlage de belangrijkste voorwaarden van de franchise-contracten of gelijkaardige contracten die met deze personen werden gesloten of moeten worden gesloten;
- 9° de verbintenis tot nakoming van de verplichtingen die voortvloeien uit het contract dat zij eventueel met franchisenemers hebben gesloten.

§ 3. Voor de onafhankelijke radio's moet de aanvraag samen ingediend worden met :

- 1° een voor eensluidend verklaard afschrift van de statuten van de vereniging of van de vennootschap die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn;
- 2° de lijst van de leden of van de aandeelhouders, met vermelding van de omvang van hun deelneming;
- 3° de lijst van de bestuurders en bewindhebbers;
- 4° een radiofonisch projekt waarbij wordt bepaald op welke wijze de programmatie zal worden opgemaakt en of een beroep kan worden gedaan op de informatie-programma's die door een derde worden opgemaakt;
- 5° een financieel plan;
- 6° de verbintenis tot naleving van de wetgeving over het auteursrecht en de naburige rechten.

§ 4. Het secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap kan elk stuk vorderen dat nodig is voor het opmaken van het dossier.

Het zendt aan het College voor vergunning en controle, binnen twee maanden na de ontvangst van de aanvraag, de aanvragen over die beantwoorden aan de criteria opgesomd in artikel 37 en in dit artikel.

HOOFDSTUK IV. — *Lijst van de toewijsbare frequenties, voorwaarden voor afgifte en gebruik*

Art. 36. Na eensluidend advies van het College voor vergunning en controle, stelt de Regering de lijst van de frequentienetten en de toewijsbare frequenties vast.

Om zijn advies te kunnen uitbrengen, zal het College voor vergunning en controle twee technische operateurs raadplegen.

Art. 37. § 1. De Regering wijst de frequenties en frequentienetten toe met inachtneming van de gemeenschaps-, federale en internationale normen terzake en na eensluidend advies van het College voor vergunning en controle. De toewijzing van de frequentie brengt het gebruik mede van alle technische karakteristieken die ermee gepaard gaan.

De technische basis voor de toewijzing van de frequenties wordt gevormd door de adviezen van het Internationaal Consultatief Comité voor radioverbindingen.

De uitzendingen van de radio's worden in hun respectieve dienstzones beschermd tegen de storingen die door andere radio's, met inbegrip van buitenlandse radio's en de radio's van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française", worden veroorzaakt, volgens de gemeenschaps-, federale en internationale normen.

§ 2. De Regering mag niet aan een zelfde net twee frequenties toewijzen, indien ten minste vijftig percent van de dienstzone van een van beide zendtoestellen gemeenschappelijk is met de dienstzone van het tweede zendtoestel.

§ 3. De toewijzing van frequenties bij wijze van voorlopige maatregel is verboden.

§ 4. De door hun titularissen vrijgegeven frequenties of de nieuwe frequenties waarover de Franse Gemeenschap beschikt, kunnen, door middel van een offerteaanvraag, worden toegewezen volgens de procedure bepaald in de hoofdstukken V en VI van deze titel.

HOOFDSTUK V. — *Procedure voor de verlening van de vergunning en de toewijzing van de frequenties*

Afdeling 1. — De offerteaanvraag en de minimuminhoud van de lijst van voorwaarden

Art. 38. § 1. De offerteaanvraag betreffende de verlening van de vergunningen omvat de lijst van de toewijsbare frequenties, de geografische ligging, de hoogte van de antenne boven de grond, de maximumwaarde van het effectief uitgestraald vermogen en de opgelegde verminderingen.

§ 2. De lijst van voorwaarden van de offerteaanvraag betreffende de verlening van vergunningen aan netten, bepaalt in ieder geval, onverminderd de bepalingen opgesomd in de artikelen 34 en 35 :

1° wat de informatie betreft :

a) de verplichting een objectieve informatie te leveren en een huishoudelijk reglement vast te stellen betreffende de objectiviteit bij de verwerking van de informatie;

b) de verplichting de informatie te doen verwerken door beroepsjournalisten die bij een arbeidsovereenkomst voltijds tewerkgesteld zijn en erkend zijn overeenkomstig de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning of de bescherming van de titel van beroepsjournalist, of de voorwaarden vervullen om die titel te verkrijgen, en die voldoende talrijk zijn voor het radiofonisch projekt van de aanvrager. Het College voor vergunning en controle brengt op dat punt precies een met redenen omkleed advies uit.

c) de verplichting de cultuur te bevorderen, inzonderheid door de voornaamste culturele en socio-culturele activiteiten van de dienstzone van het programma kosteloos voor te stellen;

d) de vooruitzichten tot ontwikkeling van een medewerking met de schrijvende pers;

2° wat het programma betreft :

a) de verplichting ten minste zeventig percent eigen productie aan te bieden, behalve afwijking verleend door de Regering na eensluitend advies van het College voor vergunning en controle;

b) de verplichting in Franse taal uit te zenden, behalve afwijking verleend door de Regering na eensluitend advies van het College voor vergunning en controle;

c) de verplichting ten minste dertig percent muziek uit te zenden op Franse teksten waarvan vijftien percent muziekwerken van componisten, uitvoerende kunstenaars en producers van de Franse Gemeenschap van België zijn;

d) het verbod woorden of programma's uit te zenden die strijdig zijn met de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en met de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, onderschatten, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

3° wat de tewerkstelling betreft :

de verplichting een tewerkstellingsplan voor te stellen betreffende het administratief, kunst-, technisch en commercieel personeel en de journalisten;

4° wat de technische aspecten betreft :

a) de verplichting een programma uit te zenden dat beantwoordt aan de toepasselijke technische normen;

b) de verplichting het technisch onderhoud te doen waarnemen door ten minste één geschoold technicus;

5° wat de steun voor creatie op radio betreft :

de verplichting jaarlijks in het Steunfonds voor creatie op radio bij te dragen, ten belope van ten minste 1,5 percent van de bruto-bedragen van de reclame, geldverkeer, lasten en belasting op de toegevoegde waarde niet inbegrepen, die door de adverteerders worden betaald aan de radio en, in voorkomend geval, aan zijn franchisenemers, of aan zijn regie voor reclame, en, in voorkomend geval, aan de regies voor reclame van zijn franchisenemers, voor de uitzending van hun reclame-boodschappen. Voor het eerste exploitatiejaar, stelt de Regering een provisioneel bedrag vast op grond van het financieel plan dat door de radio werd voorgesteld bij de indiening van de aanvraag.

§ 3. De lijst van voorwaarden van de offerteaanvraag betreffende de toekenning van de vergunningen en frequenties aan de onafhankelijke radio's bepaalt in ieder geval, onverminderd de bepalingen van de artikelen 34 en 35 :

1° wat de programma's betreft :

a) de verplichting ten minste zeventig percent eigen produktie aan te bieden en het verbod een programma uit te zenden dat door een net of een andere onafhankelijke radio of door de RTBF of elke buitenlandse radio van openbare dienst wordt uitgezonden, alsook het verbod, onverminderd artikel 41, een deel uit te zenden van een programma dat door een net wordt uitgezonden of een deel van een programma dat overeenstemt met ten hoogste dertig percent van de productie, uitgezonden door meer dan twee andere onafhankelijke radio's, behoudens afwijking verleend door de Regering na eensluitend advies van het College voor vergunning en controle;

b) de verplichting de cultuur te bevorderen, inzonderheid door de voornaamste culturele en socio-culturele activiteiten van de dienstzone van het programma kosteloos voor te stellen;

c) de verplichting in Franse taal uit te zenden, behalve afwijking verleend door de Regering na eensluitend advies van het College voor vergunning en controle;

d) de verplichting ten minste vijftig percent muziek uit te zenden op Franse teksten waarvan vijftien percent muziekwerken van componisten, uitvoerende kunstenaars en producers van de Franse Gemeenschap van België zijn;

e) het verbod woorden of programma's uit te zenden die strijdig zijn met de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en met de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, onderschatten, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

f) in voorkomend geval, de verplichting een objectieve informatie te leveren en een huishoudelijk reglement vast te stellen betreffende de objectiviteit bij de verwerking van de informatie.

2° wat de tewerkstelling betreft :

de verplichting, in voorkomend geval, een tewerkstellingsplan voor te stellen betreffende het administratief, kunst-, technisch en commercieel personeel;

3° wat de technische aspecten betreft :

a) de verplichting een programma uit te zenden dat beantwoordt aan de toepasselijke technische normen;

b) de verplichting het technisch onderhoud te doen waarnemen door ten minste één geschoold technicus.

Afdeling 2. — Rangschikking

Art. 39. § 1. De aanvragers die op de offerteaanvraag antwoorden, dienen een dossier in met de nauwkeurige vermelding van de wijze waarop zij de verplichtingen zullen nakomen die vervat zijn in de lijst van voorwaarden die bij de offerteaanvraag gevoegd is.

Wanneer er verschillende aanvragen om vergunning en toewijzing zijn voor identieke frequenties of een zelfde frequentienet, stelt het College voor vergunning en controle een rangschikking vast op grond van de criteria die vermeld zijn in de §§ 2 en 3 van artikel 38 en in de lijst van voorwaarden en op grond van de wijze waarop de aanvrager zich ertoe verplicht aan die criteria te voldoen, alsook op grond van de financiële plannen bedoeld in artikel 35, § 2, 6°, en § 3, 5°.

§ 2. Bij de vaststelling van die rangschikking, zorgt het College ervoor de verscheidenheid in het radio-landschap te waarborgen alsook een evenwicht tussen de verschillende types van radio's, via het muziek-, cultuur- en informatie-aanbod, en voorrang te verlenen aan de onafhankelijke radio's die zich met cultuur bezighouden.

Het College houdt rekening met de originaliteit en het vernieuwend karakter van elke aanvraag en met de omvang van de gedecentraliseerde productie in de Franse Gemeenschap. Het zorgt er ook voor dat het gehele radio-landschap de vragen en wensen van alle sociale categorieën, leeftijdsklassen of ander doelpubliek van de Franse Gemeenschap kan vervullen. Het houdt ook rekening met de ervaring die werd opgedaan door de radio's en door hun eventuele franchisenemers alsook met hun lokale of regionale ligging.

HOOFDSTUK VI. — *Beslissing houdende verlening van de vergunning en toewijzing van de frequentie of het frequentienet*

Art. 40. Het College voor vergunning en controle bepaalt, in zijn advies, de toewijzing van een frequentie voor elke onafhankelijke radio en een frequentienet voor elk net.

Het College voor vergunning en controle brengt zijn advies uit over de verlening van de vergunning en over de toewijzing van de frequenties en de frequentienetten, binnen de drie maanden na de indiening van de aanvraag om vergunning overeenkomstig artikel 35, § 4.

De Regering beslist, binnen de maand na het uitbrengen van het advies, over de verlening van de vergunning en over de toewijzing van de frequenties of van de frequentienetten.

HOOFDSTUK VII. — *Bijzondere bepalingen**Afdeling 1. — Uitzending van programma's van derden*

Art. 41. Met de toestemming van het College voor vergunning en controle, kan een onafhankelijke radio een beroep doen op informatie-programma's die door derden worden opgemaakt.

Deze moeten aan de voorwaarden bedoeld in artikel 38, § 2, 1° a en b, voldoen.

Afdeling 2. — Schoolradio's

Art. 42. In afwijking van de artikelen 34 tot 39 en na advies van de Raad voor opvoeding tot de media, kunnen de inrichtingen voor lager en secundair onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden ingericht of gesubsidieerd, de vergunning van de Regering krijgen om een radio te organiseren.

De schoolradio's bezitten de volgende karakteristieken :

1° het effectief uitgestraald vermogen is beperkt tot 10 Watt;

2° de antennehoogte mag niet hoger zijn dan 15 meter;

3° de duur van de uitzendingen mag niet langer zijn dan 8 uur per dag.

De inrichtingen voor onderwijs mogen alleen een vergunning krijgen om een schoolradio te organiseren voor zover de uitzendingen geen storingen voor andere radio's veroorzaken.

De vergunning wordt verleend voor een periode van ten hoogste twee schooljaren die loopt vanaf het eerste schooljaarbegin dat volgt op de verlening van de vergunning. Zij is vernieuwbaar voor dezelfde titularis.

De schoolradio's mogen geen boodschappen van reclame-aard uitzenden.

De schoolradio's zijn vrijgesteld van de betaling van het jaarlijks recht.

Afdeling 3. — Blokken voor digitale klankradio-omroep (afgekort "DAB-blokken")

Art. 43. De blokken of delen van blokken voor digitale klankradio-omroep (afgekort "DAB") worden toegekend aan de radio's volgens dezelfde nadere regels en dezelfde criteria als de frequenties of frequentienetten.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitzending en stelt de technische operateur aan voor de uitzending van de DAB-blokken na eensluitend advies van het College voor vergunning en controle.

Afdeling 4. — Jaarlijks recht

Art. 44. § 1. Ter bezoldiging van de concessie door de Franse Gemeenschap van het gebruik van haar frequenties en van de diensten die gepaard gaan met het beheer van dat gebruik, is een jaarlijks recht door elke radio verschuldigd.

§ 2. Voor de netten die het gehele Frans taalgebied en het gehele tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad bedienen, is het recht gelijk aan 2 miljoen Belgische frank per jaar, jaarlijks geïndexeerd op 1 januari en voor de eerste keer op 1 januari 1999 volgens het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen.

Voor de andere netten of de onafhankelijke radio's, bedraagt het recht, per frequentie, 50 000 BF per jaar, jaarlijks aangepast op 1 januari en voor de eerste keer op 1 januari 1999, volgens het algemeen cijfer van de consumptieprijzen. Indien de jaarlijkse bruto-inkomsten uit de reclame echter lager zijn dan 2 miljoen BEF, bedraagt het recht, per frequentie, 24 000 BF per jaar, waarbij dit bedrag jaarlijks aangepast wordt zoals hierboven bepaald.

Afdeling 5. — Technische modaliteiten

Art. 45. Het effectief uitgestraald vermogen, de antennehoogte en de opstellingsplaats van de antenne die met elke toegewezen frequentie overeenstemt, worden door de Regering, na eensluitend advies van het College voor vergunning en controle, bepaald naar aanleiding van de bekendmaking van de in artikel 38 bedoelde offerteaanvraag en worden toegekend naar aanleiding van de verlening van de vergunning en de toewijzing van de frequenties of frequentienetten.

Elke aanvraag om wijziging van de opstellingsplaats of van de frequentie of om verhoging van het effectief uitgestraald vermogen of van de antenne, moet worden ingediend bij het secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en moet de vergunning van de Regering krijgen na eensluitend advies van het College voor vergunning en controle.

Voor elke aanvraag, moet de aanvrager een rekengeld betalen ten bedrage van vijfduizend frank, jaarlijks indexeerbaar volgens het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen.

De Regering kan het bedrag van het rekengeld wijzigen, na eensluitend advies van het College voor vergunning en controle.

Art. 46. De Regering kan de minimale technische normen bepalen waaraan het materieel dat gebruikt wordt voor de radio-omroep moet voldoen.

Afdeling 6. — Wijziging van de technische karakteristieken van de vergunning

Art. 47. § 1. Na eensluitend advies van het College voor vergunning en controle, behalve in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid, kan de minister een effectief uitgestraald vermogen opleggen dat lager is dan of een antennehoogte opleggen die kleiner is dan de grenzen die door de Regering werden bepaald naar aanleiding van de verlening van de vergunning, telkens wanneer het aangewezen is :

1° een doeltreffende bescherming te verzekeren van de radioverbindingen van de luchtvaart, namelijk in de nabijheid van de vliegvelden en van de luchtwegen;

2° storingen te vermijden tussen verschillende radio's die houder zijn van een vergunning en openbare radio's binnen de Franse Gemeenschap.

Het advies van het College voor vergunning en controle is niet vereist in geval van dringende maatregel waarvan de duur korter is dan vijftien kalenderdagen.

§ 2. Die wijziging, alsook elke andere wijziging die toegelaten wordt krachtens artikel 45, lid 2, of elke wijziging in het algemeen die aangebracht wordt aan de bestanddelen die vermeld staan in de vergunningstitel of zijn bijlage, wordt opgenomen in een aanhangsel. Dit wordt door het secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap aan de titularis van de betrokken frequentie medegedeeld bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs alsook, volgens elke gepaste procedure, aan het College voor vergunning en controle en aan de diensten van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

HOOFDSTUK VIII. — *Uitzenden van boodschappen van algemeen nut*

Art. 48. Op verzoek van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van het Waalse Gewest, de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest of van de minister van Binnenlandse Zaken van de Federale Regering, zijn de radio's ertoe verplicht dringende boodschappen van algemeen nut uit te zenden in geval van vliegcrash, kernongeval, aardbeving, ernstige vervuiling of ermee gelijkgestelde grote gebeurtenis.

TITEL III. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 49. De artikelen 29, 29 bis, 38 en 30 tot 37 van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, het besluit van de Executieve van 24 december 1991 betreffende de erkenning van de private radio's en het besluit van de Executieve van 6 januari 1992 betreffende de vaststelling inzake private radio's van geografische zones binnen de Franse Gemeenschap, worden opgeheven.

Art. 50. § 1. Elke private radio die erkend is met toepassing van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector is ertoe verplicht zich te schikken naar de bepalingen van dit decreet vanaf de datum van inwerkingtreding ervan.

Dat decreet blijft echter van toepassing zolang de Regering geen beslissing heeft getroffen overeenkomstig dit decreet.

§ 2. Na eensluidend advies van het College voor vergunning en controle, neemt de Regering een beslissing over de eerste offerteaanvragen en lijsten van voorwaarden bedoeld in artikel 38 en maakt die bekend binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 51. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering vast te stellen datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 24 juli 1997.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd,
Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 97 — 1812

[S - C - 97/29293]

17 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, et certaines mesures de son exécution

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 juillet 1997;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 14 juillet 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que :

— l'entrée en vigueur du décret susvisé le 1^{er} septembre 1997, comme le Gouvernement l'a annoncé au Parlement, implique que les premières mesures d'exécution soient prises immédiatement, afin notamment que les dispositions transitoires prévues aux articles 20 et 21 du décret puissent être mises en œuvre;

— cet arrêté doit dès lors être pris d'urgence;